

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION

DE LA

RÉPARATION DES CONSÉQUENCES

DES

MALADIES PROFESSIONNELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 10 novembre 1911, à 1 heure 1/2

PAR

Armand JUBIEN

Président : M. JAY, professeur.

*Suffragants : { MM. WAHL, professeur.
CAPITANT, professeur.*

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

44, Rue Victor Cousin, 44

—
1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION

DE LA

RÉPARATION DES CONSÉQUENCES

DES

MALADIES PROFESSIONNELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

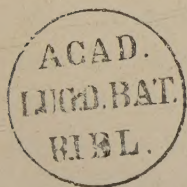
Le vendredi 10 novembre 1911, à 1 heure 1/2

PAR

Armand JUBIEN

Président : M. JAY, professeur.

*Suffragants : { MM. WAHL, professeur.
CAPITANT, professeur.*



PARIS

EMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1911

LA QUESTION
DE LA
RÉPARATION DES CONSÉQUENCES
DES MALADIES PROFESSIONNELLES

INTRODUCTION

La loi de 1898, en instituant un régime spécial de réparation des accidents dont sont victimes les ouvriers dans leur travail, a entendu écarter l'application de ce régime aux maladies contractées dans l'exercice de leur profession. Cette interprétation résulte des termes mêmes de la loi dont l'article 1^{er} dispose que « les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail donnent droit au profit de la victime à une indemnité à la charge du chef d'entreprise ». Ce terme accident qui signifie événement fortuit, surgissant sans avoir été prévu, ne peut guère s'appliquer aux maladies pro-

fessionnelles, intoxications lentes ou lésions qui se sont manifestées au cours d'une vie de travail dans des conditions inévitablement insalubres.

L'examen des discussions parlementaires qui précéderent le vote de cette loi ainsi que les travaux préparatoires ne permettent aucun doute à cet égard.

D'autre part, les différentes circulaires ministérielles, provoquées par sa mise en vigueur, confirment l'exclusion des maladies professionnelles du champ d'application de cette loi.

C'est d'abord le Garde des Sceaux qui, dans sa circulaire du 18 juin 1899, déclare :

« L'accident, tel qu'il faut l'entendre dans notre matière, consiste dans une lésion corporelle provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure... »

« La loi ne s'applique pas aux maladies professionnelles provenant d'une cause lente et durable telle que l'air vicié des locaux où s'effectue le travail, la manipulation des substances vénéneuses, l'absorption des poussières nuisibles à la santé. »

La circulaire du ministre du Commerce du 24 août 1899 indique aussi « que limitée pour le moment à l'industrie, la loi est également restreinte aux accidents proprement dits, conséquence immédiate ou prochaine d'un événement soudain, elle ne s'étend pas aux maladies professionnelles qu'entraîne l'exercice prolongé de certaines professions insalubres ».

Ainsi dans l'état actuel de notre législation, le tra-

vailleur robuste, qu'une affection contractée au service de l'industrie patronale terrasse un jour, après une vie de labeur, n'a pas le droit de réclamer une indemnité au chef d'entreprise qui, en l'astreignant à un travail malsain, a fait de lui un invalide ou une victime.

Il y a évidemment là une lacune qu'il importe de combler au plus vite dans l'intérêt de la justice et de l'humanité.

Aussi la question de la répartition des maladies professionnelles est-elle plus que jamais à l'ordre du jour des congrès internationaux qui se préoccupent de la protection ouvrière.

En fait depuis le vote de la loi qui indemnise les accidents du travail, on n'a cessé au sein du parlement, dans la presse médicale, aux chambres de commerce, de réclamer un régime de réparation analogue. Il existe une association internationale pour l'étude des maladies professionnelles qui organise des congrès. Au récent congrès international tenu à Bruxelles en septembre 1910, le ministre du Travail et de l'Industrie en Belgique, où la législation est à ce point de vue aussi en retard que la nôtre, prononçait cette parole qui formulait son opinion sur cette question d'actualité :

« La nécessité d'une réparation légale s'impose dans le domaine de la maladie professionnelle comme dans celui de l'accident de travail. »

C'est l'examen de cette réparation légale, que beaucoup d'autres ont entrepris longtemps avant nous, qui fera l'objet de notre étude.

Nous nous proposons d'en montrer l'opportunité, les difficultés de réalisation qu'elle présente, ainsi que les efforts récents qui ont été tentés par les commissions de travail du parlement en vue d'amener le vote d'une réforme réclamée depuis plus de dix ans par la classe ouvrière.

CHAPITRE PREMIER

Nécessité d'un régime légal de réparation de la maladie professionnelle.

Il est intéressant de remarquer que chaque fois que le besoin d'une réforme se fait sentir, la jurisprudence devance le législateur, et s'efforce de suppléer dans une certaine mesure à l'insuffisance de la législation par une large interprétation des textes existants. C'est ainsi qu'avant la loi du 9 avril 1898, qui devait introduire dans notre droit un principe nouveau, celui du risque professionnel, en vertu duquel les accidents de travail doivent être indemnisés indépendamment de toute idée de faute, les tribunaux avaient tenté de donner satisfaction aux victimes, en interprétant dans le sens le plus large la notion de faute exigée par le code pour engager la responsabilité patronale. La simple négligence suffisait pour engager cette responsabilité. On trouve des arrêts de cette époque qui condamne le patron « pour n'avoir pas protégé leurs jeunes apprentis contre les conséquen-

ces de l'étourderie et de l'imprudence inhérentes, à leur âge ».

Cette observation se renouvelle quand il s'agit de la réparation des maladies professionnelles. Bien que la loi leur refuse cette réparation, on constate dans la jurisprudence qui s'est établie depuis la loi de 1898, une tendance manifeste à étendre la notion d'accident jusqu'à ses extrêmes confins de manière à y comprendre certains états pathologiques qui sont de véritables maladies professionnelles. Cependant comme il n'est pas possible aux tribunaux de violer ouvertement la loi, la Cour de cassation (1) est venue préciser qu'une distinction devait être faite entre « les maladies auxquelles on ne saurait assigner une origine et une date déterminées et qui ne sont que la conséquence de l'exercice habituel d'une certaine industrie, et les affections pathologiques accidentelles qui, bien que contractées dans l'accomplissement d'un travail industriel, prennent leur origine et leur cause dans un fait déterminé, ne rentrant pas dans les conditions normales de l'exercice de la profession ». Ce sont ces dernières seules qui sont assimilées à des accidents.

En interprétant ainsi la loi de 1898, la Cour de cassation n'en dénature pas le sens juridique, cette loi vise bien exclusivement les effets des causes ac-

1, Arrêt du 3 novembre 1903 visant un cas d'affection charbonneuse.

cidentelles pouvant se présenter par hasard dans une industrie et non les conséquences de l'exercice normal de cette industrie.

Conformément à la distinction établie, la jurisprudence considère comme accidents du travail :

1° Les maladies de nature syphilitique lorsqu'elles sont déterminées par un traumatisme consécutif à un accident (1) ou lorsque dans les opérations de soufflage de verre « c'est l'instrument de travail qui a été pour l'ouvrier l'agent de propagation du virus » (2).

2° L'intoxication éthylique, lorsque l'accident, l'ébranlement physique et moral qu'il occasionne, l'inaction à laquelle il condamne la victime ont été la cause des manifestations de l'intoxication (3).

3° L'inoculation charbonneuse, s'il s'agit de la pustule due à une inoculation accidentelle, c'est-à-dire d'une infection contractée en manipulant des peaux contaminées dans l'usine du patron (4).

1. Tribunal civil de Lyon, 7 août 1902. *Recueil de documents sur les accidents du travail*, n° 3, p. 5.

2. Tribunal civil de Montbrison, 21 février 1903, confirmé par la Cour d'appel de Lyon, le 3 août 1903. *Revue judiciaire des accidents du travail*, année 1904, p. 48.

3. Cour d'appel de Paris. 7 novembre 1902. *Recueil de documents sur les accidents du travail*, n° 3, p. 134.

4. Tribunal civil de Rennes, 8 mars 1901, cour d'appel de Rennes 13 janvier 1912. Cassation, chambre des requêtes, 5 novembre 1903. *Recueil de documents sur les accidents du travail*, *op. cit.* Les maladies professionnelles, n° 13, p. 24.

4° L'intoxication saturnine quand elle se déclare brusquement et que la victime a soudainement été intoxiquée par les émanations méphitiques et nocives de vapeurs se dégageant des fours industriels (1).

5° La pleurésie (2).

6° Le durillon forcé (3).

7° La variole (4) quand l'ouvrier a été mis en contact par son travail avec des matériaux imprégnés du contagio varioleux.

Par contre des décisions judiciaires ont refusé toute réparation à l'eczéma « lorsque l'état morbide est la diathèse de la pratique normale de la profession et qu'il faut y voir un développement graduel et long d'un germe de maladie ayant son origine dans la manipulation prolongée de substances malsaines » (5).

Un arrêt de la Cour d'appel de Besançon du 20 mars 1903 a même refusé le bénéfice de la loi de 1898 à un ouvrier qui avait eu les mains gelées en transportant de la glace.

Cette jurisprudence, qui fait dépendre pour la victime le droit à l'indemnité de la modalité des cir-

1. Tribunal de Vienne, 24 janvier 1903, même recueil, n° 13, p. 32.

2. Tribunal civil de Gannat, 20 juillet 1904. *Recueil de documents sur les accidents du travail*, n° 5, p. 39

3. Cour d'appel de Limoges, 23 juillet 1904. *La Loi*, 22 octobre 1904.

4. Cour d'appel de Paris, 4 mai 1906. *La Loi*, 22 octobre 1904.

5. Justice de paix de Paris, 1X^e arrondissement, 12 décembre 1909. *Recueil de doc. sur les accidents du travail*, n° 13, p. 21.

constances dans lesquelles elle a été frappée, et qui exige un événement brusque, soudain pour faire naître ce droit met en relief l'absurdité véritable de notre législation actuelle et la nécessité d'une réforme.

Le problème social est le même quel que soit la cause qui arrête l'activité de l'ouvrier et lui enlève le moyen de gagner le salaire qui le fait vivre lui et sa famille. « Au point de vue social, disait au « congrès de Bruxelles M. Paul Razous, les tristes « conséquences des maladies professionnelles sont « à peu près les mêmes que celles des accidents du « travail.

« Les maladies professionnelles, comme l'accident, « occasionnent des incapacités temporaires ou permanentes de travail désastreuses pour la famille « ouvrière. »

« La réparation civile de la maladie professionnelle est donc tout aussi nécessaire que celle de « l'accident et l'on peut poser en principe que tout « pays dans lequel le risque professionnel en matière d'accident de travail est admis, doit admettre également l'indemnisation des maladies professionnelles (1). »

1. Deuxième congrès international des maladies professionnelles, septembre 1910. V. rapport Gilbert Laurent sur l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898, n° 644, annexe XXIII, p. 428.

D'après l'opinion de M. Numa Droz, ancien président de la République helvétique, « il existe une
« connexité évidente entre la question des accidents
« du travail et les autres questions ouvrières, celle
« des accidents du travail si l'on y fait entrer à juste
« titre les maladies professionnelles formant le centre
« et le nœud de la législation ouvrière. Tout se tient
« dans ce domaine. La santé physique est générale-
« ment la condition première de la santé de l'esprit
« et de l'équilibre moral. Placer l'ouvrier dans des
« conditions d'existence normale, assurer autant que
« possible son lendemain et celui de sa famille c'est
« le but élevé que tous les hommes de cœur doivent
« poursuivre à notre époque (1). »

En dehors de ces considérations humanitaires l'opportunité d'une intervention législative s'affirme par la nécessité d'apporter plus de justice et de logique dans notre droit.

La législature française s'est laissé pénétrer par un principe nouveau, le risque professionnel. Ce risque, ce n'est pas seulement l'accident, c'est aussi la maladie : c'est peut-être plus la maladie que l'accident. Celui-ci n'est pas fatal, inévitable, à moins de funeste hasard il ne doit pas se produire ; de plus il est souvent imputable à la faute ou à l'inattention

1. Congrès des accidents de travail tenu à Berne. Voir rapport Breton. Chambre des députés, n° 19, p. 10.

de l'ouvrier ; l'affection professionnelle est au contraire inéluctable dans certaines industries et atteint presque avec certitude sa victime, quelles que soient les précautions prises pour l'éviter. Le seul moyen de lui échapper réside dans l'abandon de la profession dangereuse. Il est donc d'une justice élémentaire que sa réparation incombe au patron.

Qu'on ne dise pas que les professions réputées dangereuses sont généralement rémunérées en proportion du risque couru, — que ceux qui acceptent ce risque, l'acceptent librement et le compensent par des avantages en rapport avec sa gravité, qu'indemniser la maladie professionnelle serait indemniser deux fois le travailleur, la première fois dans le contrat de travail, la seconde dans l'indemnité de maladie.

Cet argument fut soutenu jadis par la Chambre de commerce de Paris : aujourd'hui elle semble l'avoir abandonné, et dans le rapport présenté par M. Jouanny au nom de la Commission de législation commerciale et industrielle, le 9 novembre 1910, nous lisons les considérants suivants :

« Toute réserve faite en ce qui concerne soit l'opportunité de légiférer à cet égard, soit la modalité d'exécution prévue, la légitimité de garantir la réparation des maladies professionnelles ne nous paraît pas discutable sous la condition expresse de maladies bien définies et incontestablement dues

« à l'exercice de travaux spéciaux dans des professions déterminées (1). »

Croit-on vraiment que ce sont les industries insalubres qui versent les plus hauts salaires ?

Le rapport de M. Breton sur l'extension de la loi du 9 avril 1898 aux maladies professionnelles cite le cas d'un malheureux travailleur sorti de l'hôpital, après quatorze mois de traitement pour varices, et qui, pour ne pas mourir de faim, fut contraint d'accepter, moyennant un salaire de 4 francs par jour, un travail quotidien de douze heures et des plus dangereux dans une fabrique de minium. Ce travail consistait simplement à remplir à la pelle, de céruse en poudre et de minium pulvérisé des seaux qu'il devait verser dans une malaxeuse d'où s'échappaient fatalement à chaque transvasement des nuages de poussières vénéneuses.

Par criminelle négligence ou par scandaleuse rapacité, le patron ne faisait prendre aucune des précautions les plus élémentaires usitées dans des travaux de cette nature : il n'y avait au-dessus de la malaxeuse, ni hotte d'aspiration, ni ventilateur pour absorber et expulser les poussières toxiques ; le travailleur n'avait même pas à sa disposition le masque protecteur formellement prescrit par les règlements en semblables circonstances.

1: V. rapport Gilbert Laurent, n° 644, Chambre des députés, p. 9.

Le résultat ne se fit pas attendre. A peine un an s'était-il écoulé, depuis son entrée à l'usine, qu'un matin la terrible colique de plomb terrassait le malheureux. Aussitôt le caissier du patron venait lui régler son compte et lui annoncer qu'il n'y avait plus à l'avenir de travail pour lui. Telle était la règle de la maison aux premières atteintes de saturnisme, c'était la porte de l'usine qui ne pouvait tout naturellement garder pour son bon fonctionnement des ouvriers sujets à être périodiquement immobilisés par la terrible maladie. Il n'en coûtait rien de remplacer un homme et il était si facile de trouver parmi les « sans-travail » un remplaçant décidé à s'intoxiquer pour 4 francs par jour. Ce fait, dans sa triste réalité, montre combien l'équité gagnerait à ce que désormais l'industrie patronale indemnise l'ouvrier du préjudice souffert, puisqu'il est établi que la modicité des salaires ne compense pas les dangers courus.

Il semble même qu'il eût été plus logique de commencer par la réparation de la maladie avant celle de l'accident, car si parfois l'accident fait brusquement d'un travailleur robuste un invalide, au moins il n'atteint pas sa descendance. Les affections dues à la profession ont malheureusement une répercussion funeste sur la famille. Personne ne conteste l'importance de la mortalité infantile dans la classe ouvrière. Les causes en sont variables, toutefois il paraît cer-

tain qu'à côté de l'inobservation des prescriptions d'hygiène, l'alcoolisme, la tuberculose, il faut placer la débilité des parents engendrée par une vie de travail dans des conditions insalubres. Il n'est pas nécessaire d'être versé dans l'art médical pour admettre l'action des substances nocives employées dans l'industrie, sur l'organisme humain, les ravages qu'elles causent, la perte de vitalité qu'elles provoquent. D'après le docteur Lewin de Berlin, le saturnisme qui est une des maladies industrielles les plus typiques et les plus dangereuses, il est vrai, a occasionné, et cela quand le procréateur seul était saturnin, sur 123 grossesses :

64 avortements ;

4 naissances avant terme ;

5 enfants mort-nés.

Parmi les enfants vivants :

20 moururent dans la première année ;

8 dans la seconde ;

7 dans la troisième ;

1 dans une période ultérieure ;

14 seulement survécurent (1). Il serait intéressant de savoir quelle existence ont menée ces êtres plus ou moins souffreteux qui par la condition sociale à laquelle ils appartenaient ont dû lutter pour vivre,

1. D^r L. Lewin, « Contribution à l'étude des intoxications industrielles », *Bulletin de l'inspection du travail*, 1904, p. 365.

bien que mal préparés à cette lutte par la tare de leur débilité héréditaire.

Notons que le saturnisme existe dans certaines professions réservées aux femmes : émailleuses, peintres femmes sur poterie, ouvrières en cartes à jouer, ouvrières typographes, empaqueteuses de chocolat (papier d'étain), et produit sur la natalité d'aussi tristes résultats.

La maladie professionnelle n'est pas seulement l'intoxication, elle naît aussi de certaines pratiques industrielles. Le travail à air comprimé dans des cloches à plongeur a engendré l'affection connue sous le nom de « maladie des caissons ». Les ouvriers qui sont par leur profession appelés à respirer certaines poussières ont à redouter la pneumokoniose.

Des maladies contagieuses, ne présentant pas de prime abord un caractère professionnel, peuvent prendre plus ou moins ce caractère lorsqu'elles frappent des ouvriers employés à des travaux spéciaux. C'est ainsi que le caractère nettement professionnel de l'ankylostomiasie des mineurs ne saurait être contesté ; il en est de même du charbon dans certaines professions. La variole et les autres maladies contagieuses peuvent également revêtir ce caractère dans certains cas particuliers.

Enfin des industries insalubres exposent parfois à tel point les ouvriers à des affections organiques, comme la tuberculose, que M. Vaillant n'a pas

craint de demander au Parlement la classification de cette dernière parmi les maladies professionnelles.

L'orateur soutenait le 3 juin 1901, à la tribune de la Chambre, que 50 % parmi les travailleurs étaient tuberculeux et « que dans les pays qui ont institué l'assurance ouvrière on a démontré, en traitant l'ouvrier qu'on arrachait à temps à un milieu, à un travail insalubre, la curabilité de la tuberculose et par conséquent sa nature professionnelle ».

On peut juger par là de l'importance de la question de la réparation des affections engendrées par la profession et de la quantité de travailleurs intéressés à sa solution rapide. A cette considération il faut en joindre une autre qui a aussi sa valeur : c'est la répercussion heureuse de la loi nouvelle sur la présentation des maladies, et d'une façon générale sur le bien-être de la classe ouvrière. Cette loi amènera de grands progrès dans l'hygiène de l'industrie. L'attention des industriels se trouvera appelée sur les maladies professionnelles et d'eux-mêmes ils prémuniront leurs ouvriers contre bien des indispositions évitables dont ils auraient à supporter la réparation s'ils ne les évitaient pas. Il est certain que le fait scandaleux que rapportait M. Breton ne se serait pas produit si la responsabilité du patron avait été nettement engagée et M. Leclerc de Pulligny disait avec raison : « Une loi de réparation fera plus pour l'hygiène des ateliers que tous les règlements et tous les

inspecteurs du travail. Quand cela coûtera de tuer les hommes, quand cela élèvera le prix de revient, on n'en tuera plus (1). »

1. Voir rapport Breton, n° 19, Chambre des députés, p. 254.

CHAPITRE II

Difficultés de réaliser une loi de réparation des maladies professionnelles

Au cours de l'élaboration de la loi de 1898 on avait plusieurs fois proposé de comprendre dans un même régime d'indemnisation la maladie professionnelle et l'accident. Tel était le sens de l'amendement présenté à la Chambre dès 1888 par le député Raspail ainsi que des amendements Fairé et Julien Goujon qui suivirent.

Il semble bien qu'on ait fait alors à la réparation de la maladie professionnelle l'objection de principe que le risque de la profession n'allait pas au delà de l'accident. Aujourd'hui on ne conteste plus la légitimité de cette réparation, mais on invoque les difficultés que présente sa réalisation.

Il faut avouer que la tâche du législateur n'est pas aisée et l'étude de la question a montré l'impossibilité d'adopter une extension pure et simple du régime juridique institué par la loi du 9 avril 1898 à la maladie.

S'il n'est pas toujours facile aux tribunaux de déterminer avec certitude quels cas pathologiques doivent être considérés comme accidents de travail, il est encore moins facile au législateur de préciser ce qu'il entend par maladie professionnelle. Dans l'état actuel de la science médicale, quel médecin se chargerait de la définir d'une façon parfaite ?

De l'avis du D^r Martial, « toute discussion sur cette « matière manque de base parce que la définition de « la maladie n'a pas été faite (1). Il y a, dit-il, quelques maladies professionnelles qui le sont très nettement, telle que la maladie des caissons, mais les « exemples ne sont pas nombreux d'une maladie aussi « nettement déterminée et on ne pourrait pas les « multiplier à l'infini. »

Le D^r Lennhof attribue aux obstacles qui empêchent une définition uniforme de l'expression « maladie professionnelle », l'absence de généralité que le législateur a reconnue à cette expression. D'après le savant professeur de Berlin, la loi ne peut fonctionner sans demander à la science médicale un concours et des affirmations que dans l'état actuel elle ne peut pas toujours donner.

En fait les lésions organiques occasionnées par l'insalubrité de leur métier chez les ouvriers ne se dif-

1. Publication de l'Association pour la protection légale des travailleurs, 6^e série, n^o 5, « Les maladies professionnelles », p. 95.

férencient pas des lésions d'une autre origine. La néphrite du saturnin n'est pas autrement caractérisée que par les symptômes de la néphrite ordinaire.

Il existe donc des maladies dont l'origine professionnelle reste insoupçonnée, soit parce que la médecine ne les a pas observées suffisamment, soit parce qu'elles n'ont pas attiré encore l'attention populaire. Ces maladies se rencontrent non seulement dans toutes les professions que l'opinion publique considère comme insalubres mais aussi dans un grand nombre d'autres professions. En 1886 M. Freycinet n'affirmait-il pas devant la Chambre « que la plupart des industries, — on peut dire toutes les industries, — sont insalubres » ? C'est aussi l'avis de nombreuses sommités médicales.

Il est donc impossible de déterminer avec précision la portée d'application de la loi nouvelle dans l'incertitude qui subsiste sur la nature des industries exigeant des conditions de travail nuisibles à la santé des ouvriers. Une législation prétendant viser les maladies professionnelles d'une façon spéciale en laissera nécessairement quelques-unes de côté.

Il n'y a pas là, il est vrai, une difficulté absolue, un obstacle véritable à la réalisation d'une réforme car on peut concevoir une loi restrictive, ne s'appliquant qu'aux industries réputées insalubres. Ce serait déjà un grand pas vers l'équité. Mais quand on aura déterminé quelles industries seront désormais respon-

sables des affections dont elles sont la cause, deux questions embarrassantes, — qui ne se posent pas quand il s'agit d'accident, — se poseront pour le législateur.

Comment d'abord établir dans la pratique le lien qui rattache la maladie au travail de l'ouvrier ? En d'autres termes, comment préciser dans chaque cas particulier si l'incapacité permanente ou temporaire de travail est due à une cause nettement professionnelle ou à une affection ordinaire qui peut atteindre un individu quelconque ? Si l'on se contentait d'assimiler purement et simplement les maladies aux accidents du travail en laissant aux tribunaux le soin d'établir sur le vu des certificats médicaux leur caractère professionnel, des difficultés sans nombre surgiraient de toute part et il ne tarderait pas à se créer une jurisprudence aussi chaotique et incohérente que possible. Les garanties données à l'ouvrier seraient minimales et le nombre des cas litigieux qui surgiraient forcément rendrait bien difficile et délicate l'application de la loi.

Il faut donc demander à cette loi un critérium certain et non arbitraire qui évite toute contestation sur l'origine de chaque affection. Malheureusement ce critérium n'existe pas. Nous avons vu plus haut que des symptômes identiques se manifestent pour une même maladie, que la cause en soit professionnelle ou non. En présence d'un état pathologique dé-

terminé, il pourra y avoir présomption, jamais démonstration absolue de son origine. Même dans le saturnisme, que l'on prend souvent comme type des affections engendrées par l'industrie, les effets morbides que relève la commission d'hygiène et qui ont été étudiés de très près par elle, — paralysie, néphrite, épilepsie, tremblement, — peuvent-ils être rattachés sans hésitation à l'exercice de la profession ? En réalité ils ont bien d'autres causes : hérédité, syphilis, alcoolisme, etc...

Aussi les D^{rs} Gilbert et Ruelens (1) concluent-ils à l'impossibilité de définir un trouble pathologique à la fois dans sa nature, son origine et son évolution avec la certitude qui caractérise les résultats obtenus dans les sciences exactes.

La seconde question posée est aussi déconcertante. Il s'agit de savoir quel patron va être tenu d'indemniser les frais des traitements et l'incapacité de travail occasionnée par la maladie professionnelle. Doit-on considérer cette responsabilité comme retombant sur le dernier patron seul, ou bien sur le dernier patron concurremment avec les patrons qui ont employé l'ouvrier antérieurement ? Enfin au cas de responsabilités multiples, par quel moyen doser la part de chacune ? La situation créée par une demande en

1. II^e Congrès de Bruxelles, voir rapport Gilbert Laurent, p. 29.

réparation d'affection ayant une origine industrielle n'est pas la même que celle créée par un accident de même nature. L'instant précis où se produit l'accident, les circonstances de temps et de lieux qui l'entourent sont toujours connus. Un funeste hasard, un instant d'imprudence font tout à coup un mort ou un invalide d'un travailleur tout entier à sa tâche. La responsabilité engagée est facile à déterminer : c'est celle de l'employeur à l'instant même où s'est produit cet accident. La maladie au contraire se développe insidieusement, elle n'est pas le résultat direct d'une brusque fatalité ou d'une négligence momentanée, mais elle est la sanction de la violation constante des principes de l'hygiène, au cours d'une vie de travail. De nombreux patrons ont employé l'ouvrier. Le jour où l'affection se déclare, il y a donc plusieurs responsabilités engagées, et non pas seulement celle du dernier employeur. Tous les patrons antérieurs ne doivent pas être tenus comme responsables. Quelques-uns ont cessé depuis si longtemps d'avoir à leur service l'ouvrier malade qu'il serait injuste d'incriminer leur industrie. Mais alors quel problème complexe que cette ventilation des responsabilités individuelles subsistantes aussi bien pour le juge que pour le législateur !

La Commission d'hygiène industrielle à qui l'on avait confié l'enquête sur les maladies du travail s'est parfaitement rendu compte de ces difficultés. Com-

prenant que la loi ne pourrait jamais énoncer un véritable critérium de l'affection professionnelle, et qu'il faudrait avoir nécessairement recours aux appréciations des tribunaux basées sur des certificats médicaux, elle songea naturellement à faciliter la tâche du médecin expert, qui aurait à déterminer, soit le caractère professionnel ou non de l'état morbide, soit le moment où l'intoxication s'est déterminée, en établissant une sorte d'état civil sanitaire de tous les ouvriers employés dans les industries assujetties à la loi en projet. Il est certain que la connaissance parfaite des antécédents pathologiques de la victime éclairerait le diagnostic médical. Mais comment établir cet état civil sanitaire d'une manière complète, c'est-à-dire d'une manière telle qu'aucune des atteintes subies par la santé d'un ouvrier au cours de sa carrière de travail ne soit omise ? Certains membres de la Commission, parmi lesquels le Dr Heim, avaient pensé à imposer à chaque travailleur un carnet sur lequel les patrons successifs auraient inscrit les divers accidents et maladies, même les troubles légers déclarés par l'intéressé. Ce carnet rappellerait le livret individuel qui a laissé dans le monde ouvrier de si mauvais souvenirs. Le rapporteur de la Commission, M. Leclerc de Pulligny, propose un registre restant à l'usine et sur lequel le chef d'industrie porterait toutes les maladies, quelles

qu'elles soient, qui se seraient déclarées chez l'individu employé à son service (1).

Il faut bien le reconnaître, ce registre d'usine, s'il rend peut-être un peu moins délicate la question posée, ne la solutionne pas entièrement et constitue de plus un grand danger pour la classe ouvrière.

N'est-il pas à craindre en effet que par cet état civil sanitaire, quelle qu'en soit la forme, on institue une classe d'ouvriers suspects au point de vue de leur santé et qui trouveront difficilement à s'embaucher ? On répond généralement à cette objection, que le patron sera assuré, moyennant une prime annuelle fixe, à une compagnie et qu'il n'aura pas plus d'intérêts à prendre à son service un travailleur robuste qu'un travailleur ayant de nombreux antécédents pathologiques, mais il ne faut pas oublier que tous les patrons ne s'assurent pas et que de puissantes compagnies industrielles se font elles-mêmes leurs propres assureurs.

Enfin il y a une autre question qui se lève, c'est celle du libre choix du médecin. Si l'on crée le registre médical de l'usine, on crée en même temps le médecin de l'usine et l'obligation pour l'ouvrier de se soumettre à l'examen, à tous les examens que celui-ci croira nécessaires. Cette obligation a quelque chose de vexatoire; les travailleurs l'accepteraient difficilement.

1. Voir rapport général de la Commission d'hygiène industrielle par M. Leclerc de Pulligny.

CHAPITRE III

Quelques propositions récentes pour solutionner le problème des maladies professionnelles

Les difficultés de réalisation d'une réforme de justice ne doivent pas décourager le législateur ; au Parlement, une série d'efforts intéressants ont été tentés en vue de combler la lacune de notre législation relativement à la réparation des maladies professionnelles. Ce mouvement eut pour point de départ un amendement présenté par M. Vaillant le 3 juin 1901 devant la Chambre des députés à la suite d'un certain nombre de propositions tendant à modifier la loi du 9 avril 1898. L'amendement était ainsi conçu :

« Les maladies professionnelles sont comprises
« dans les accidents de travail et visées comme telles
« par la présente loi.

« La tuberculose de l'ouvrier et de l'employé est
« tenue pour maladie professionnelle. »

En développant sa proposition, l'orateur déclarait d'ailleurs qu'il n'avait d'autre but que de poser la

question et d'en provoquer l'étude par la Commission.

En qualité de rapporteur de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, M. Mirman répondit que, tout en étant convaincu de l'extrême importance de la question portée à la tribune par son collègue, il se demandait dans quelle limite il fallait considérer les maladies professionnelles comme des accidents de travail. Puis il mettait en lumière toute la complexité du problème en signalant les difficultés que nous avons indiquées précédemment.

« Ce qui permet, disait-il, de distinguer la maladie de l'accident du travail, c'est que celui-ci est brusque, se produit tout à coup, tandis que la maladie professionnelle se développe peu à peu et qu'ainsi, s'il est possible de rendre tel chef d'entreprise responsable de l'accident du travail arrivé dans son usine ou dans son atelier, il est clair que sa responsabilité ne peut pas être définie de la même façon quand il s'agit d'une maladie professionnelle contractée par un ouvrier et qui s'est développée dans les différents ateliers similaires où il est passé.

« De sorte que, au moins dans ce premier regard que je porte sur la question, il m'apparaît qu'il y a une organisation tout à fait différente à instituer en ce qui concerne la maladie professionnelle : ce n'est point le dernier entrepreneur, le dernier employeur, le dernier patron chez lequel l'invalidité de l'ouvrier

résultant de la maladie professionnelle s'est caractérisée, est devenue aiguë, qui doit être rendu seul responsable : ce ne peut être que l'ensemble même de l'industrie dangereuse dont les différents ateliers ou les différentes usines ont occupé l'ouvrier et à travers lesquels s'est développé le germe de sa maladie. »

Vers la fin de la même année, le 5 décembre 1901, M. Breton déposait à la Chambre une proposition étendant aux maladies professionnelles proprement dites l'application de la loi du 9 avril 1898. L'article 2 énumérait un certain nombre de substances comme le plomb, le mercure, l'arsenic, le phosphore et quelques autres : et seuls les empoisonnements aigus ou chroniques que ces substances occasionnent devaient être considérés comme maladies professionnelles.

La discussion provoqua de la part de M. Mirman le dépôt d'une motion aussitôt votée par la Chambre, et invitant le gouvernement à constituer une commission extraparlamentaire pour étudier : « 1^o la liste des maladies dont l'exercice continu de la profession est la cause organique, exclusive ou essentielle ; 2^o la liste des professions correspondantes avec pour chacune d'elles le coefficient de risque spécial d'invalidité ou de morbidité résultant des dites maladies. »

M. Millerand, alors ministre du Commerce, ne jugea pas utile pour cette étude de constituer une com-

mission nouvelle puisqu'il avait déjà sous la main la Commission d'hygiène industrielle, composée de savants et de techniciens et créée afin d'étudier les précautions spéciales d'hygiène et de sécurité applicables à certaines industries ou opérations industrielles. Une seconde Commission spéciale fonctionnait en outre sous le nom de « Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ».

Saisie de la question à la séance du 3 mars 1902, la Commission d'hygiène industrielle procéda à de longues et laborieuses recherches dont les résultats furent condensés dans dix rapports particuliers de notabilités médicales et résumés dans un rapport général par M. Leclerc de Pulligny, inspecteur à l'Office du travail.

Ces rapports techniques furent ensuite soumis au Comité consultatif conjointement au rapport provisoire de M. Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au ministère du Commerce, afin de lui faciliter l'élaboration d'un texte de loi. Le 16 mai 1905 le gouvernement pouvait présenter à la Chambre un projet tendant à la réparation des maladies professionnelles. Enfin à la séance du 14 juin 1906, ce même projet, repris avec certaines modifications, était déposé à nouveau par M. Doumergue, ministre du Commerce, et Poincaré, ministre des Finances.

Entre temps, M. Breton avait remanié entièrement

sa proposition primitive et dans une nouvelle proposition qu'il déposait le 3 juillet 1903, puis avec quelques retouches le 16 juillet 1906, il apportait d'ingénieuses solutions qui sont passées depuis dans la législation anglaise.

La Commission d'assurance et de prévoyance à qui fut confié l'examen de la proposition Breton en même temps que celui du projet, préféra prendre comme base d'étude la proposition et rejeta le système du gouvernement pour des raisons que nous ferons connaître ultérieurement.

SECTION I

Projet du Gouvernement.

Le projet du gouvernement se rattache dans une certaine mesure à l'idée d'assurance obligatoire. L'exposé des motifs indiquait qu'il aurait été préférable de rattacher la réparation des maladies professionnelles à la loi sur les accidents de travail mais, que reculant devant des difficultés de réalisation pratique, le gouvernement avait été amené à une méthode de réparation toute nouvelle qui ne saurait être considérée comme une adaptation même très lointaine de la loi du 9 avril 1898.

Voici quelles sont les grandes lignes de ce projet :

Aux termes de l'article 1^{er} la loi ne s'applique qu'aux

maladies professionnelles résultant de la manipulation du plomb, du mercure et de leurs composés et seulement en cas d'affections chroniques ou aiguës fréquentes, ce qui en limite encore le champ d'application. Un décret, rendu après avis d'une Commission supérieure des maladies professionnelles, doit déterminer les industries assujetties et grouper les établissements similaires d'après leur nature et leur coefficient de risque.

Les maladies frappant les ouvriers des industries assujetties sont divisées en deux catégories: celles qui entraînent une incapacité de travail inférieure à trente jours et celles qui provoquent une incapacité de travail excédant trente jours.

Pour les maladies de la première catégorie aucune distinction n'est faite entre la maladie ordinaire et l'affection professionnelle. Toute incapacité de travail n'excédant pas trente jours et occasionnée par une maladie quelconque donne droit à l'indemnité prévue par la loi du 9 avril 1898, quelle que soit l'origine de cette maladie.

Les indemnités sont payées par des mutualités locales dans lesquelles entrent obligatoirement patrons et ouvriers. Il doit y avoir en principe une mutualité locale par arrondissement. L'administration appartient à un comité composé de trois patrons élus parmi les patrons faisant partie du groupement et de trois ouvriers élus parmi les ouvriers du même groupe-

ment, enfin d'un président désigné par les six membres précédents. Au cas où ils n'arriveraient pas à s'entendre sur ce choix, ce président serait nommé par le président du tribunal.

Les ressources de la mutualité locale sont assurées à la fois par la cotisation des ouvriers et celle des patrons.

Un décret déterminera chaque année le taux de cette cotisation. Le montant global des contributions patronales doit représenter, d'après des statistiques spéciales dressées, à cet effet, la charge qui incomberait aux entreprises assujetties du fait des indemnités correspondant aux incapacités n'excédant pas trente jours et dues à des maladies professionnelles si les dites incapacités étaient indemnisées dans les mêmes conditions que les accidents du travail. Le surplus correspondant aux incapacités non professionnelles est laissé à la charge des ouvriers et retenu sur leur salaire. La répartition de cette subvention globale demandée aux patrons est faite ensuite par le comité directeur de la mutualité, lequel a le droit, dans des conditions limitativement fixées par décret, de réduire les contributions patronales afférentes aux entreprises dont l'installation et le fonctionnement ont pour effet d'amoindrir le risque des maladies professionnelles. Ce dispositif est destiné à encourager la prévention de ces maladies.

Quant aux affections entraînant une incapacité de

travail supérieure à trente jours, elles ne donnent lieu à indemnité pour l'ouvrier à partir du trente et unième jour que si leur caractère professionnel est nettement déterminé. Mais la charge de cette indemnité, qui est d'ailleurs calculée d'après la loi sur les accidents du travail, incombe aux seuls patrons.

Ceux-ci sont obligatoirement réunis en un syndicat appelé syndicat central de garantie, ayant son siège et fonctionnant à Paris. La répartition des cotisations entre les patrons est faite par ce syndicat proportionnellement à la répartition établie par les mutualités locales pour les indemnités accordées dans le cas d'incapacité de trente jours. On peut aussi tenir compte du plus ou moins de danger que présente chaque établissement.

Le projet de loi comporte en outre dans chaque mutualité la constitution progressive d'un fonds de réserve qui doit être égal au montant des dépenses moyennes d'un exercice sans dépasser le triple de ce montant. Il prévoit aussi la création d'un comité local d'arbitrage, composé d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers et d'un médecin pour juger, à défaut d'accord entre les parties, les difficultés relatives à l'attribution des indemnités journalières, des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires et, même en cas d'accord, toutes les attributions de rentes. En ce qui concerne ces dernières il peut être

appelé de ses décisions devant le Comité central d'arbitrage dont les décisions elles-mêmes sont susceptibles d'un recours en cassation. Le renvoi a lieu devant la Commission supérieure des maladies professionnelles qui statue définitivement.

Enfin, en vue de la prévention des affections du travail, le projet impose au médecin la déclaration de toute maladie à laquelle il y a lieu d'attribuer une origine professionnelle. Cette déclaration donne droit à des émoluments fixés par décret.

Bien qu'imparfait à plusieurs points de vue, il faut reconnaître que ce projet fait faire un pas à la question. En instituant la responsabilité collective patronale sous la forme d'un syndicat de garantie, il tranche la difficulté qui a trait à la recherche et au partage des responsabilités individuelles mises en jeu. Mais la question reste entière en ce qui concerne la détermination si délicate de l'origine professionnelle de chaque affection. Ce n'est pas apporter une solution qu'écarter toute distinction entre les maladies du travail et les maladies ordinaires, du moins celles dont la durée n'excède pas trente jours. La contribution réclamée partie aux ouvriers, partie aux patrons, rend nécessaires le calcul du taux de chacune de ces contributions et la détermination précise de la proportion des maladies professionnelles et de celles qui ne le sont pas. Au début surtout il sera impossible de faire cette proportion avec exac-

titude par suite de l'absence absolue de statistiques nécessaires.

D'autre part en ce qui concerne les maladies provoquant une incapacité de travail excédant trente jours, il est indispensable de rechercher leur caractère professionnel.

Au sein de la Commission le projet du gouvernement ne fut pas accueilli avec faveur. Pourtant plusieurs membres voyaient avec plaisir cet essai imparfait d'assurance obligatoire et la substitution à la juridiction ordinaire de ces comités locaux d'arbitrage composés par moitié d'ouvriers et de patrons.

Mais la majorité pensa que pour obtenir un vote rapide du Parlement, il fallait avant tout proposer une loi se rapprochant le plus possible de la législation existante et prendre comme base d'étude le projet Breton qui répondait mieux à cette nécessité. On fit valoir que le Sénat était hostile à toute idée d'assurance obligatoire et contre le projet on invoqua les oppositions qu'il rencontrerait de toute part.

Les ouvriers lui reprocheraient de comporter un prélèvement sur leur salaire, prélèvement d'autant plus inquiétant qu'ils n'auront pas une confiance absolue dans les commissions chargées de déterminer la part qui doit incomber aux employeurs pour les maladies professionnelles et celle qui sera à leur charge pour les maladies ordinaires.

Les industriels intéressés, tout disposés par avance

à combattre tous les systèmes qui pourraient être proposés pour la réparation des maladies professionnelles, repousseraient plus énergiquement que tout autre le projet du gouvernement. Ils verraient dans l'assurance obligatoire qui leur serait imposée une atteinte à leur liberté et craindraient de voir mettre à leur charge, par une extension ultérieure de la loi, une partie des indemnités versées aux travailleurs pour des maladies non professionnelles de moins de trente jours.

Les compagnies d'assurances découvriraient une concurrence immédiate et une menace future dans la création imposée par la loi de ces mutuelles obligatoires groupant tous les patrons d'une même industrie et les incitant à se grouper parallèlement pour étendre à tous les autres risques l'assurance mutuelle.

Quant aux sociétés de secours mutuels, disait-on, elles ne pourront manquer d'intervenir contre un projet qui risquerait de leur enlever de nombreux adhérents, adhérents travaillant il est vrai dans des industries insalubres et plus sujets à grever leur budget par de fréquentes maladies. Pour éviter cet inconvénient, elles souhaiteront une loi qui, en se limitant strictement à la réparation des maladies professionnelles, laisse, pour toutes les autres maladies, les travailleurs participer utilement aux sociétés déjà existantes et les débarrasse même des lourdes char-

ges imposées par la maladie des ouvriers employés dans certaines industries malsaines.

Quelques-uns de ces arguments avaient une certaine portée, ce fut donc pour une raison d'opportunité et par tactique parlementaire que la Commission abandonna l'étude du projet gouvernemental pour se rallier à la proposition Breton.

SECTION II

Proposition Breton

(16 juillet 1906, reprise le 9 juin 1910.)

Cette proposition cherche en même temps à adapter la loi de 1898 sur les accidents du travail aux maladies professionnelles et à éviter les objections que soulève cette adaptation en apportant des solutions ingénieuses aux difficultés que présente le problème social de la réparation des affections du travail. Elle espère obtenir ainsi plus facilement le vote du Parlement.

Nous avons vu que dans la pratique la délimitation entre la maladie ordinaire et la maladie professionnelle était impossible, que l'institution d'un état civil sanitaire n'apportait pas une précision absolue tout en suscitant de grands inconvénients et qu'ainsi chaque demande en indemnité risquait de devenir l'occasion d'un conflit sur le caractère originnaire de l'affection.

La proposition évite ingénieusement toute contestation sur ce point en établissant une présomption au moyen d'un tableau annexé à la loi. Ce tableau contient deux colonnes. La colonne de gauche est réservée à la liste des maladies susceptibles d'être engendrées par les industries insalubres similaires. Dans la colonne de droite on a inscrit la liste de ces industries.

Lorsqu'un ouvrier travaillant dans une industrie assujettie sera atteint d'une maladie quelconque classée en regard de cette industrie, il sera présumé victime d'une affection industrielle et le caractère professionnel de la maladie sera admis *ipso facto*.

Voici un extrait du tableau des professions qui exposent à l'arsenicisme :

Maladies engendrées par l'intoxication arsenièrè	Industries susceptibles de provoquer l'intoxication arsenièrè des ouvriers
ACCIDENTS DIGESTIFS. LARYNGO-BRONCHITE. ACCIDENTS CUTANÉS. CÉPHALALGIE. PARALYSIE. NÉPHRITE. CACHEXIE.	1° Fabrication de l'arsenic et de ses composés. 2° Fabrication de la rosaniline arseniatée, des couleurs d'aniline et des verts arsenicaux. 3° Fabrication et manipulation des papiers et étoffes teints avec des verts arsenicaux. 4° Broyage des couleurs arsenicales. 5° Travaux et grattage de peinture à base d'arsenic. 6° Travaux des corroyeurs, mégissiers et empailleurs manipulant des produits arsenicaux. 7° Fabrication des cristaux et émaux avec emploi d'arsenic. 8° Travail des minerais contenant de l'arsenic. 9° Utilisation de l'acide sulfurique ou du zinc contenant de l'arsenic.

Supposons qu'un ouvrier corroyeur soit atteint d'une néphrite ; pour obtenir l'indemnité prévue par la loi du 9 avril 1898 en cas d'incapacité partielle ou totale, temporaire ou permanente, cet ouvrier n'aura qu'à établir que la profession de corroyeur figure dans les professions prévues dans le tableau, qu'il est atteint d'une néphrite, enfin que cette maladie est classée dans le même tableau comme professionnelle. Pratiquement cela revient à dire qu'un simple certificat médical constatant la néphrite suffira à éviter tout conflit.

Sans doute certains travailleurs maniant l'arsenic pourront se trouver atteints de néphrite dont la cause déterminante ne sera pas l'arsenic et les patrons de la sorte seront exposés à indemniser des maladies étrangères à leur industrie ; mais M. Breton considère que sa proposition n'est qu'une application pure et simple aux maladies professionnelles du régime forfaitaire accepté pour les accidents de travail. Dans le système de la loi de 1898 tous les accidents sont indemnisés, quelles qu'en soient les causes, mais dans aucun cas cette indemnité n'est la réparation intégrale du préjudice causé. Cette idée de forfait est appliquée aux maladies industrielles dans l'impossibilité où l'on se trouve de doser exactement le degré de responsabilité pouvant incomber à l'employeur ou à l'employé.

Le tableau des industries assujetties et des mala-

dies qu'elles engendrent est très complet et comporte depuis les intoxications industrielles jusqu'à d'autres affections à caractère professionnel moins déterminé telles que la tuberculose.

La seconde difficulté à laquelle se heurte le législateur a trait à la détermination de la responsabilité engagée. A quel patron incombe la charge de l'indemnité et dans quelle mesure ? M. Breton tranche encore la question de façon mathématique de façon à écarter toute contestation et cela au moyen d'une nouvelle présomption. La proposition formule que, lorsqu'un ouvrier quitte une des usines assujetties, son ancien patron demeure responsable des maladies professionnelles correspondant à son industrie qui peuvent atteindre cet ouvrier durant un délai spécialement fixé au tableau annexé pour chacune de ces affections. Ce délai varie entre quelques jours pour certaines maladies contagieuses et un an pour la plupart des grands poisons industriels. Toutefois cette responsabilité va en décroissant proportionnellement au temps écoulé entre le départ de l'atelier et le moment où se réalise l'incapacité de travail résultant de la maladie.

A mesure que le temps s'écoule, la présomption que l'affection provient du travail dans l'ancien atelier perd en effet de sa force. Dans les industries manipulant le plomb par exemple la durée de la responsabilité patronale est d'un an. Si un ouvrier

est atteint de saturnisme neuf mois après sa sortie d'un atelier, l'ancien employeur n'est plus responsable que pour le quart de l'indemnité fixée par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898. Le nouveau patron, s'il y en a un, devra le surplus nécessaire pour compléter cette indemnité, c'est-à-dire les trois quarts. Néanmoins s'il est établi que l'un des patrons a négligé de prendre toutes les précautions indiquées par les règlements concernant l'hygiène des ateliers ou s'il a commis une faute ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité. Ce dispositif est édicté en vue d'encourager la prévention des maladies. Le tribunal pourra également tenir compte, dans la répartition des responsabilités, du classement des usines prévu à l'article 5.

Dans chaque département une Commission composée d'un délégué du ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail, d'un délégué du préfet, d'un délégué des chambres syndicales patronales intéressées, d'un délégué des syndicats ouvriers intéressés et de l'inspecteur du travail, répartirait chaque année les usines assujetties en six classes en prenant pour base de cette classification l'hygiène générale des ateliers de ces usines et les moyens de prévention des maladies qui y sont employés. La première classe comprendrait les usines comportant dans leur aménagement toutes les conditions d'hygiène et prenant

toutes les mesures préventives indiquées par l'état actuel de la science. Dans la sixième classe rentre-
raient les usines négligeant totalement ces mesures
de salubrité : les classes intermédiaires se parta-
geant les usines qui se rapprocheraient plus ou moins
de ces deux extrêmes. Un règlement d'administration
publique préciserait des détails de fonctionnement
de ces commissions départementales et le mode de
nomination des délégués des syndicats patronaux et
ouvriers.

En ce qui concerne exclusivement la tuberculose,
l'indemnité, due par le patron à l'ouvrier, et fixée
par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898, ne
serait totale que pour les patrons des usines de la
sixième classe ; elle serait réduite de :

10 %.	pour les patrons des usines de la 5 ^e classe	
20 %.	—	4 ^e —
30 %.	—	3 ^e —
40 %.	—	2 ^e —
50 %.	—	1 ^{re} —

Tout industriel qui pourrait établir qu'il emploie
depuis un temps au moins égal au délai de respon-
sabilité indiqué pour sa profession, des procédés de
travail ne comportant plus la manipulation des pro-
duits vénéneux visés par la loi, ne serait plus soumis
aux obligations de cette loi. Toute déclaration de
ce genre reconnue inexacte entraînerait pour l'in-

dustriel coupable une condamnation de 500 à 10.000 francs d'amende et de trois jours à un mois de prison.

Des règlements d'administration publique rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures et de la Commission d'hygiène industrielle constituée auprès du ministre du Commerce, viendraient, au fur et à mesure des nécessités constatées, ajouter ou retrancher des maladies ou des professions au tableau annexé et modifier les délais de responsabilité indiqués pour chacune d'elles.

La proposition indique d'ailleurs que seraient également considérés comme maladies professionnelles et assimilés aux accidents du travail tout empoisonnement, maladie ou dermatose, non mentionnés au tableau annexé, lorsque l'origine professionnelle de l'affection pourrait être établie.

Toutes les dispositions prévues dans la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mai 1902, seraient applicables aux maladies professionnelles, sauf le mode de déclaration indiqué à l'article 11 et qui serait modifié en ce qui concerne ces maladies de la manière suivante :

« Toute maladie professionnelle dont la victime
« demande réparation en vertu de la présente loi doit
« être, par ses soins, déclarée dans les dix jours qui
« suivront l'interruption du travail au maire de la
« commune qui en dresse procès-verbal et en délivre

« immédiatement récépissé. Un certificat de médecin
« indiquant la nature de la maladie et ses suites pro-
« bables doit compléter cette déclaration. Avis de la
« déclaration est donné immédiatement par le maire
« au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier ma-
« lade et à l'inspecteur départemental du travail ou
« à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la
« surveillance de l'entreprise. »

Les opérations de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents créée par la loi du 11 juillet 1868 seraient étendues aux risques prévus par la présente loi pour les maladies professionnelles ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle.

Les tarifs correspondants seraient, dans les six mois qui suivraient la promulgation de la loi, établis par la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur le rapport du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, et du ministre des Finances. Les primes établies pour les usines classées dans la sixième catégorie seraient réduites de 10 % pour les usines de la cinquième classe, de 20 % pour les usines de la quatrième classe, de 30 % pour les usines de la troisième classe, de 40 % pour les usines de la deuxième classe et de 50 % pour les usines de la première classe. Ces primes devraient être calculées de manière que les risques et les frais généraux d'ad-

ministration de la Caisse soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 11 juillet 1868.

Enfin la proposition rend obligatoire pour le médecin la déclaration à l'autorité publique de toute maladie visée par la présente loi et semblant présenter une origine professionnelle. Cette déclaration qui indiquerait la nature de la maladie et la profession du malade serait faite à l'aide de cartes-lettres détachées d'un carnet à souches, circulant en franchise et gratuitement mises à la disposition des médecins.

Telles sont les grandes lignes de la proposition de loi que la Commission d'assurance et de prévoyance sociales avait à étudier conjointement avec le projet du Gouvernement et qu'elle décida finalement de prendre comme base de sa discussion.

SECTION III

Projet de la Commission.

Après une sérieuse étude, la Commission soumit à la Chambre le 22 mars 1907 une proposition qui reproduisait, sauf quelques modifications de détail, la proposition Breton. Cette proposition fut reprise le 9 juin 1910, mais avec la législature actuelle, la nouvelle Commission nommée crut utile de remanier certaines

dispositions. Le texte définitif a été déposé avec le rapport de M. Gilbert Laurent le 23 décembre 1910(1).

Nous y retrouvons les traits principaux de la loi déposée par le député du Cher. Aux termes de l'article 1^{er}, la législation sur les accidents du travail est étendue aux maladies d'origine professionnelle. C'est donc une loi d'adaptation. C'est aussi le système de tableaux avec états morbides correspondant à certaines industries, et présomptions légales que ces états morbides ont été déterminés par ces industries. Le régime forfaitaire de la loi de 1898 est conservé ainsi que le système des responsabilités échelonnées et décroissantes suivant que l'ouvrier a quitté l'atelier depuis plus ou moins longtemps ; le mode de répartition de l'indemnité due entre les patrons est maintenu avec le système de présomptions légales et mathématiques. L'obligation pour les médecins de déclarer les maladies professionnelles dont ils ont connaissance subsiste comme dans le projet Breton avec les mêmes formalités et sans rémunération. Enfin les formes de la déclaration par l'intéressé de l'affection engendrée par son métier sont aussi les mêmes ; cependant un délai de quinze jours, au lieu des dix jours que prévoit la proposition primitive, est accordé à la victime pour faire cette déclaration à la mairie.

Le texte reproduit également à l'article 4 le dispo-

1. Nous publions en annexe ce texte.

sitif suivant par lequel M. Breton espérait réaliser la prévention :

« Tout industriel ayant fait dans des conditions prévues par un règlement d'administration publique la déclaration que ses procédés de travail ne comportent plus l'usage de substances susceptibles de provoquer les maladies professionnelles visées par la présente loi ne sera plus soumis aux obligations de cette loi. »

Ce dispositif a été complété par la Commission qui a apporté une restriction : « Toutefois cet industriel demeure responsable durant le délai de responsabilité fixé pour son exploitation et dans les conditions indiquées plus haut, des maladies professionnelles, pouvant atteindre les ouvriers qu'il employait avant le dépôt de cette déclaration. » Ce corollaire s'impose car la maladie peut encore se déclarer durant ce délai. Le dernier alinéa de l'article 4 prévoyait une condamnation pour le chef d'entreprise dont la déclaration serait « reconnue intentionnellement inexacte ». La nouvelle Commission a pensé qu'il serait bien difficile aux tribunaux d'apprécier l'intention des déclarants ; aussi dans le texte définitif les mots « intentionnellement inexacte » sont remplacés par « sciemment fausse », qui paraissent laisser moins de place à l'arbitraire.

Mais la Commission n'a pas voulu se charger de l'établissement du tableau général ; elle a renvoyé

la rédaction à un décret d'administration publique rendu après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles instituée par le projet de loi. Elle a écarté également un certain nombre de dispositions contenues cependant dans la proposition primitive, comme celle qui permettait au tribunal d'augmenter la part de responsabilité du patron quand celui-ci avait négligé de prendre les précautions indiquées par les règlements d'hygiène ou quand il avait commis une faute quelconque. Cet article n'a pas sa place dans un projet qui se propose de s'éloigner le moins possible de la législation existante. Or la loi de 1898 écarte aussi bien pour le patron que pour l'ouvrier toutes les fautes légères et même la faute lourde pour ne retenir qu'exceptionnellement la faute inexcusable. La faute inexcusable doit donc seule être prise en considération d'après le texte actuel.

Dans la première proposition il était dit que la responsabilité de l'ancien employeur allait en décroissant proportionnellement au temps écoulé depuis le départ de l'ouvrier. La rigueur mathématique de cette formule a été atténuée par la substitution des termes plus vagues « en raison du temps » à l'expression « proportionnellement », de manière à laisser plus de latitude aux juges dans la répartition des responsabilités.

La classification des usines en six classes que préconisait M. Breton a été rejetée par la Commission

sur l'avis de M. Paulet, commissaire du gouvernement, pour qui cette disposition était une nouvelle cause de complication dans un système de responsabilité déjà fort compliqué. L'éminent directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales fit valoir, en outre, que la prévention avait un caractère accessoire dans un régime visant uniquement la réparation des maladies professionnelles, que d'ailleurs il existait dans la loi des sanctions énergiques suffisantes pour assurer l'exécution des mesures préventives ; qu'enfin la commission de classement chargée en quelque sorte de la distribution de ces prix d'hygiène serait suspectée trop souvent d'arbitraire et d'impartialité et soulèverait des réclamations. Son avis l'emporta, et le texte ne prévoit qu'une seule catégorie d'industries.

Ce fut aussi à la demande du gouvernement que fut écarté l'article 8 de la proposition primitive. Cet article permettait de considérer comme maladie professionnelle et d'assimiler aux accidents du travail « tout empoisonnement ou dermatose non mentionné au tableau spécial lorsque l'origine professionnelle de l'affection pouvait être établie ». M. Paulet fit encore une juste remarque et signala la contradiction qui existait entre cette disposition et le principe du régime forfaitaire qu'on avait adopté. Si l'on faisait intervenir la responsabilité patronale dans les cas de maladies non visées, mais dont on pourrait prouver l'origine, on s'exposerait à voir demander par contre

l'exemption de toutes les maladies visées dont on pourrait démontrer l'origine non professionnelle et cette contre-proposition aboutirait à ruiner le principe même sur lequel est basé le projet de la Commission.

Pour ne pas abandonner les industriels, qui voudraient s'assurer, aux exigences des compagnies, l'article 6 du texte actuel prévoit que les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, sont étendues aux risques prévus par la présente loi pour les maladies professionnelles ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle, comme elles l'ont été aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898. Le même article indique que les tarifs correspondant à ces risques devront être établis chaque année dans les six mois qui suivront la promulgation du décret prévu à l'article 2 par la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur le rapport du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du ministre des Finances.

L'article 7 permet aux débiteurs qui désireraient se libérer en une fois de verser le capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi à la Caisse nationale des retraites. A cet effet cette Caisse établirait dans les six mois de la promulgation de la loi un tarif tenant compte de la mortalité des victimes de maladies professionnelles et de leurs

ayants droit. Cet article a été ajouté sur la demande de M. Delatour, directeur de la Caisse des dépôts et consignations, qui, au nom du gouvernement, fit remarquer que pour le versement des capitaux à la Caisse nationale des retraites la proposition Breton se référait à l'article 28 de la loi de 1898, et que cet article visait l'établissement d'un tarif ne tenant compte que de la mortalité des victimes d'accidents, mais la mortalité des victimes des maladies professionnelles devant être sensiblement différente, il y avait lieu d'établir un tarif spécial.

Quant à l'article 9 du projet de l'ancienne Commission — article 8 du projet actuel — qui a trait à la création des syndicats de garantie autorisés entre employeurs, il constitue une innovation apportée sur la demande du gouvernement par l'organe de M. Pualet. La création d'un syndicat entre les chefs d'industries similaires lui semble en effet un moyen de solutionner les difficultés concernant l'établissement d'un tarif d'assurance en l'absence des statistiques nécessaires : par lui les intéressés ont la faculté de répartir entre eux les charges qui leur incombent en échappant aux ennuis des procès.

L'existence d'un fonds de garantie destiné à protéger les ouvriers contre l'insolvabilité des patrons et alimenté par la contribution obligatoire de ces derniers était prévue par M. Breton, la Commission a conservé ce fonds de garantie dans son projet.

Il importe de signaler une disposition que le texte définitif ne contient pas et qui faisait l'objet de l'article 5 dans le texte de l'ancienne Commission. Cette disposition avait été empruntée au projet de loi du gouvernement et stipulait que, « au cas où la prolongation de l'exercice de la profession présente un danger certain de maladie professionnelle grave, l'ouvrier ou employé intéressé peut réclamer devant le tribunal compétent l'allocation d'une rente viagère correspondant à la moitié de la réduction de salaire que peut lui occasionner l'abandon définitif de la profession et des professions similaires. Le chef d'entreprise peut de son côté provoquer l'allocation d'une rente dans les mêmes conditions. »

Après une assez longue discussion au sein de la nouvelle Commission, on reconnut que cet article était difficile à interpréter et que son utilité était contestable. Il fut supprimé purement et simplement.

Tel est le système juridique que l'on doit soumettre au vote du Parlement pour réaliser la réparation des maladies professionnelles.

CHAPITRE IV

Ce qu'il faut penser du projet de la Commission

Quelque ingénieux que soit le projet de la Commission, il présente, comme la proposition dont il s'est inspiré, le défaut d'être trop artificiel et trop arbitraire.

Dans tout système où l'on table sur des présomptions, on ne saurait aboutir qu'à des moyennes, mais non à des solutions parfaites et exactes. L'imperfection du système devait, il est vrai, être rachetée par une prompte réalisation de la réforme. Constatons que la réforme n'a pas encore été votée ni même discutée. Le premier avantage de simplification est donc contestable.

D'ailleurs il n'est pas certain que le meilleur moyen d'aboutir rapidement soit de prendre comme point de départ une législation existante. Vouloir en effet adapter le régime de réparation des accidents de travail aux maladies professionnelles c'est tenter de résoudre le problème social posé par une méthode empirique, car c'est obliger le législateur à trancher

la question épineuse de la détermination du caractère professionnel de la maladie et celle encore plus ardue de la recherche des responsabilités patronales engagées, en l'absence des données absolument nécessaires. Pratiquement ces questions sont insolubles et tout système qui s'inspire de cet ordre d'idées procède forcément de l'arbitraire parce que présentement il n'est pas au pouvoir de la science médicale d'affirmer d'une façon précise l'influence de la profession insalubre sur un cas pathologique déterminé et qu'il est tout à fait impossible de doser la part de responsabilité qui incombe au dernier employeur et aux employeurs antérieurs dont l'industrie a engendré la maladie.

En ce qui concerne la difficulté d'établir la cause professionnelle de l'état pathologique, le projet de loi la supprime entièrement par la présomption légale en vertu de laquelle les maladies figurant au tableau en regard de la liste des industries assujetties seront déclarées de plein droit d'origine professionnelle. Mais il ne suffit pas de supprimer une difficulté en n'en tenant pas compte pour avoir réalisé un progrès. Cela nous paraît être le contraire ; s'il y a une difficulté, il faut l'aborder franchement et ne pas la contourner à l'aide d'une présomption.

Cette présomption qu'établira un tableau spécial et qui, de l'avis de M. Breton, doit écarter tout conflit, ne risque-t-elle pas de soulever dans l'avenir de véhém-

mentes protestations dans le monde industriel par la menace d'arbitraire qu'elle comporte? Actuellement ce danger n'est pas très grave car la loi projetée ne s'appliquerait qu'à un très petit nombre de maladies professionnelles, à des maladies résultant d'une façon à peu près certaine, presque évidente de l'exercice de la profession. Les patrons ne seraient donc pas, pour le moment, trop exposés à indemniser des affections ayant une autre cause que la profession elle-même. Mais ce n'est qu'un commencement, le rapport de la Commission le dit franchement. Plus tard on étendra la liste des industries assujetties. N'est-il pas à redouter que toute extension nouvelle alarme les chefs d'industries qui trouveront choquante et injuste cette présomption en vertu de laquelle des affections insuffisamment caractérisées seront indemnisées comme professionnelles?

Ces objections ne manqueront pas d'être formulées le jour de la discussion du projet devant le Parlement et peut-être celui-ci ne lui accordera-t-il pas si facilement son adhésion que la Commission veut bien l'espérer.

Dans l'intérêt du prolétariat lui-même il n'est pas désirable de voir le législateur s'engager dans cette voie : sinon l'on immobilisera définitivement le cadre d'une réforme incomplète, que l'on se proposait pourtant d'élargir dans la suite. Attendons-nous d'abord à trouver dans le tableau dressé par un premier

décret en vertu de l'article 2 du projet, une liste des industries considérées depuis longtemps comme insalubres, mais vraisemblablement cette liste une fois arrêtée ne sera modifiée dans l'avenir que très difficilement. Toute extension de la loi aux industries nouvelles dont de récentes découvertes médicales auront signalé les dangers, sera considérée comme une spoliation par les chefs d'établissements si l'opinion publique avec laquelle il faut compter n'a pas encore classé la profession parmi les professions insalubres.

Il se pourrait que ces industriels n'aient pas tout à fait tort. En admettant que dans la nouvelle industrie à laquelle l'on voudra étendre la loi, il existe un risque certain d'affection professionnelle, si cette affection se rencontre rarement avec le caractère de maladie du travail et que d'autre part elle soit très fréquemment due à des causes diverses : alcoolisme, hérédité, etc., ne paraîtra-t-il pas choquant d'imposer au patron au moyen d'une présomption légale la réparation de cette maladie presque toujours contractée en dehors de son usine? Prenons la tuberculose par exemple que le projet Breton classe dans son tableau.

D'après M. Cheysson, le philanthrope bien connu, l'alcoolisme, si fréquent dans la classe ouvrière, fait par année 150.000 décès par la tuberculose. Les docteurs sont unanimes à dire que 70 à 90 % des alcoo-

liques deviennent tuberculeux. Faut-il faire retomber sur le patronat tout le poids des indemnités dont l'imprévoyance ouvrière aura accru la charge au moins dans la proportion de 70 % ?

On conçoit que le législateur hésitera avant de permettre une telle extension et cependant comme en dehors de celles qu'énumère le tableau il existe un grand nombre de professions plus ou moins insalubres et exposant le travailleur à des malaises passagers ou des affections plus graves, c'est une catégorie intéressante de prolétaires à qui il faudra refuser d'étendre le bénéfice de la loi ou passer outre des protestations patronales.

Nous ne pensons pas que la Commission ait été mieux inspirée en adoptant le système mathématique par lequel M. Breton espère apprécier d'une façon approximative la part de responsabilité incombant à chaque chef d'industrie dans l'intoxication de la victime.

M. Breton lui-même reconnaît dans son rapport parlementaire l'imperfection de son système et pour le justifier, il insiste sur le caractère forfaitaire de la loi en projet. « Certes, dit-il, on pourra objecter que
« ce système ne répartira pas toujours les responsa-
« bilités suivant la plus absolue justice, et qu'il sera
« par exemple assez illogique d'attribuer une part
« de responsabilité qui pourrait être assez lourde à
« un patron n'ayant occupé que quelques jours un

« ouvrier : c'est possible, mais, comme nous l'avons
« dit, ce n'est là en somme qu'une évaluation for-
« faitaire de la responsabilité patronale en tout point
« analogue à l'évaluation forfaitaire servant de base
« à la fixation de l'indemnité dans la loi du 9 avril
« 1898. Si cette base d'évaluation peut parfois être
« désavantageuse pour un patron, elle pourra en re-
« vanche le favoriser dans un autre cas, d'où il résul-
« tera dans l'application une compensation rendue
« bien plus efficace encore par le jeu de l'assu-
« rance. »

Admettons que ce procédé d'évolution forfaitaire soit à peu près équitable, il n'en pêche pas moins par un autre côté contre la justice car il aboutit dans certains cas à laisser sans protection des ouvriers intéressants. Le calcul d'une responsabilité décroissante et proportionnelle au temps écoulé depuis que l'ouvrier quitte l'usine implique nécessairement la délimitation d'un délai, passé lequel l'employeur n'est plus tenu d'indemniser la maladie professionnelle qui se déclare dans la suite.

C'est là qu'apparaît l'écueil du système. Quel que soit le soin que l'on ait apporté à fixer ce délai en s'inspirant d'observations scientifiques, ce sera toujours un délai moyen et par conséquent arbitraire : dans certains cas, exceptionnels si l'on veut, la responsabilité du patron légalement éteinte subsistera en fait.

Voici un ouvrier qui travaille dans une usine pouvant entraîner l'empoisonnement saturnin ; il sort de cette usine pour entrer dans une autre où aucun danger du même genre n'est à redouter, ou bien il cesse de travailler parce qu'il est trop vieux ou débilité. Si cet ouvrier est atteint de saturnisme plus d'un an après sa sortie de l'usine insalubre, il n'a plus aucun droit à l'indemnité. Le projet Breton fixe en effet à un an le délai de responsabilité des patrons dans le saturnisme. L'éclosion de la maladie professionnelle peut apparaître parfois au bout d'un temps plus long comme l'ont prétendu les D^{rs} Thoinot et Tauquerel, et cependant l'industrie qui l'a déterminée ne sera aucunement redevable envers la victime.

Enfin le projet de la Commission ne réalise pas suffisamment la prévention. Dans une législation sur les maladies professionnelles la prévention a une importance extrême. « Mieux vaut prévenir que guérir », dit-on, et cela est vrai aussi bien pour les maladies du travail que pour les maladies ordinaires.

La Commission compte beaucoup sur l'efficacité de son article 4 qui permet à tout industriel d'échapper aux obligations de la loi en supprimant l'usage des substances nuisibles. Il y aurait peut-être mieux à faire, car il ne dépendra pas toujours du bon vouloir du patron de changer ses procédés de travail dans son industrie, mais il lui sera toujours possible d'exiger de ses ouvriers l'usage des moyens préventifs que

les règlements sanitaires l'obligent à mettre à leur disposition.

A quoi bon placer des lavabos, des vêtements protecteurs, des masques dans les ateliers où l'on manipule des substances toxiques si les ouvriers, imprévoyants comme ils le sont tous, ne s'en servent pas ?

La sollicitude patronale, il ne faut pas craindre de l'avouer, n'ira pas jusqu'à contrôler l'usage de ces moyens préventifs si l'intérêt personnel n'est pas engagé. Ce n'est pas en enlevant au chef d'industrie toute responsabilité à l'aide d'un système qui prévoit l'établissement de primes fixes d'assurance que l'on stimulera cette sollicitude. Une fois les moyens matériels de prévention installés et la prime payée à l'assureur, le patron n'a plus envers ses ouvriers d'obligation légale. Quelques chefs d'établissement éprouveront peut-être le sentiment d'une obligation morale qui leur impose de veiller sur la santé de leurs salariés et d'user de leur autorité pour les contraindre à utiliser les moyens de prophylaxie mis à leur portée ; mais pour beaucoup d'entre eux un système qui les intéresserait directement à cette surveillance serait préférable, et réaliserait mieux la prévention des maladies industrielles.

M. Breton avait pressenti l'insuffisance de l'article 4 et sa proposition préconisait la classification des usines en six classes, d'après les dangers d'insalubrité qu'elles présentaient. Cette disposition, nous

l'avons déjà dit, fut écartée du projet sur l'observation de M. Paulet qui fit remarquer que son introduction entraînerait des complications inextricables dans l'établissement des tarifs d'assurance. Elle eût été sans grand effet, d'abord parce que l'observation des règlements d'hygiène place toutes les industries à peu près dans une même catégorie au point de vue des risques, ensuite parce qu'elle maintient le régime des primes d'assurance qui n'intéresse pas les patrons à la surveillance sanitaire de leur personnel.

Quelle impression reste-t-il du projet de loi après examen ? L'impression d'un projet ingénieusement conçu mais dont les solutions imparfaites, arbitraires, artificielles, laissent entière la question des maladies professionnelles.

CHAPITRE V

Aperçu des législations étrangères

Aucune législation n'a purement et simplement assimilé la maladie professionnelle à l'accident du travail. Aucune proposition n'a même demandé cette assimilation. Les législations suisse et anglaise sont les seules qui aient tenté de rapprocher le régime de la maladie industrielle de l'accident, dans le système spécial de réparation qu'elles ont adopté.

§ 1. — LÉGISLATION SUISSE.

La Suisse s'est préoccupée du problème depuis un assez grand nombre d'années. La solution suisse se trouve dans deux lois fédérales : la grande loi sur les fabriques du 23 mars 1877 et la loi sur la responsabilité civile des accidents du 25 juin 1881.

Ces deux lois avaient chargé le Conseil fédéral de désigner celles des industries dans lesquelles l'exercice de la profession suffit à entraîner les maladies professionnelles. Le Conseil fédéral a, en vertu de

ces dispositions, rendu deux arrêts : l'un du 19 décembre 1877 et l'autre du 18 janvier 1901.

Il semble bien que la loi exigeait la désignation d'industries mêmes. Au lieu d'énumérer des industries, l'arrêté du Conseil fédéral, probablement par nécessité, a déterminé une liste de 34 substances nocives qui doivent être considérées comme susceptibles d'engendrer des maladies graves lorsqu'elles sont employées dans un établissement industriel.

Mais le caractère professionnel de la maladie n'est pas déterminé par cette liste. Pour obtenir une indemnité il faut, et c'est le défaut capital de cette législation, que l'ouvrier fasse la preuve que la maladie dont il est atteint a son origine dans la profession où il est fait usage de ces substances nocives. Cette preuve étant en réalité très difficile à établir, les ouvriers ne tirent pas de cette loi une protection suffisante.

Ajoutons que cette législation ne paraît pas s'être inquiétée du problème que soulève la recherche du lieu, et de l'époque de l'intoxication ; c'est sur le dernier patron que retombe la charge des indemnités à payer.

Au Congrès international des accidents du travail tenu à Bruxelles en 1897, M. Numa Droz, ancien président de la République Suisse, interrogé sur les résultats de cette loi, répondit : « Elle est restée passablement lettre-morte. »

Cependant elle a donné un résultat indirect par son heureuse répercussion sur la prévision des maladies du travail. Grâce à cette loi, les patrons ont accepté plus facilement les conseils de l'inspection du travail. C'est ainsi que dans les industries insalubres, les chefs d'établissement ont souvent d'eux-mêmes organisé des visites médicales et le registre médical spécial à l'usine. Les contrepoids en plomb usités dans les métiers à tisser par exemple, qui par l'usure due au frottement répandaient dans l'atmosphère des particules du métal nocif et provoquaient des intoxications saturnines, ont été remplacés par des contrepoids en fer. En France on se sert toujours des contrepoids en plomb par raison d'économie.

§ 2. — LÉGISLATION ANGLAISE.

La législation anglaise est plus intéressante : elle paraît avoir donné un meilleur résultat.

Pour déterminer le caractère professionnel de la maladie la loi anglaise, comme la proposition Breton, comporte un tableau annexé à la loi et contenant d'une part la nomenclature des affections visées et de l'autre celle des professions assujetties. La loi elle-même contenait déjà l'énumération de six sortes de maladies professionnelles et donnait d'ailleurs au secrétariat d'Etat à l'Intérieur le droit d'allonger la liste. Le secrétariat d'Etat a usé de ce droit et a ajouté

à cette liste 18 nouvelles maladies. On lit dans le tableau :

Anthrax . . .	{	Peignage de laine. Triage de laine. Manipulation des cuirs et peaux.
---------------	---	--

L'anthrax est donc présumé d'origine professionnelle s'il est contracté par un ouvrier cardeur par exemple.

Cette présomption n'est d'ailleurs pas absolue, irréfragable, le patron peut essayer de démontrer qu'en réalité la maladie n'a pas sa cause dans le travail de l'atelier et s'il fait cette preuve, il ne sera pas tenu de donner l'indemnité. A la différence de la législation suisse la présomption est en faveur de l'ouvrier, et le fardeau de la preuve incombe au patron.

Le principal reproche qu'encourt cette législation est de ne pas présenter un tableau assez précis : les maladies aussi bien que les industries assujetties sont le plus souvent désignées par des termes extrêmement vagues. Exemple :

Intoxication causée par le plomb et conséquences de ces intoxications.	{	Tout travail comportant l'emploi du plomb et de ses composés.
--	---	---

Il n'est pas en réalité un seul établissement industriel qui ne puisse rentrer dans cette vague et incertaine formule, tous étant appelés accidentellement à utiliser sous une forme ou une autre un composé contenant du plomb. Il n'y a guère que pour l'an-

thrax correspondant aux peignage de laine, et manipulation des cuirs et peaux et pour l'ankylostomiasie correspondant aux mines que la loi anglaise présente la précision nécessaire pour éviter dans la plupart des cas des litiges néfastes et des procès interminables. Néanmoins l'inspection médicale, très développée en Angleterre, permet au système de fonctionner sans inconvénient et même de donner d'heureux résultats. Grâce au concours de médecins certificateurs spécialisés et rémunérés, grâce à la sélection intelligente opérée parmi les ouvriers qui ne peuvent rentrer dans une industrie dangereuse sans un certificat d'aptitude physique, grâce surtout au contrôle périodique exercé dans certains établissements insalubres sur l'état sanitaire de la population ouvrière, on arrive à un diagnostic précoce et à peu près exact des maladies professionnelles.

Quant au problème de la responsabilité mise en jeu, la législation anglaise le solutionne en déclarant responsable le patron qui employait l'ouvrier au moment où il a été obligé de suspendre son travail. Mais ce patron poursuivi peut ensuite mettre en cause le ou les patrons qui auraient précédemment occupé l'ouvrier demandeur.

§ 3. — LÉGISLATION ALLEMANDE.

En Allemagne il n'y a pas d'assimilation de la maladie professionnelle à l'accident ; il n'y a pas non plus un régime spécial, mais l'ouvrier atteint par une maladie professionnelle est dans une certaine mesure garanti par la protection résultant soit de l'assurance-maladie, soit de l'assurance-invalidité organisées la première par la loi du 15 juin 1883, la seconde par la loi du 13 juillet 1889.

L'assurance-maladie fournit en cas de maladie professionnelle les mêmes secours qu'en cas de maladie quelconque pendant un temps limité, au moins pendant treize semaines.

L'assurance-invalidité vient au secours de l'invalidé lorsque l'invalidité résulte de maladies professionnelles dans les mêmes conditions que lorsqu'elle résulte de toute autre cause.

§ 4. — LA QUESTION EN BELGIQUE ET EN ITALIE

En Belgique la question d'indemnisation des maladies professionnelles n'est pas encore résolue, mais on s'en occupe activement. Pour le moment, la loi du 24 décembre 1903 ne prévoit que la réparation des accidents du travail, tous les amendements deman-

dant son extension aux maladies occasionnées par l'industrie ayant été repoussés.

La formule qui avait été proposée par la direction du travail, ou du moins celle qui semblait avoir ses préférences pour la loi future, était l'organisation d'une caisse centrale, alimentée par les versements des patrons de toutes les industries insalubres. Les taxes auraient été proportionnelles à la nocivité de la profession.

Le ministère actuel de l'Industrie et du Travail semble au contraire chercher à résoudre cette question par l'intermédiaire des sociétés de secours mutuels.

Ces sociétés recevraient, en plus de la cotisation ouvrière, une cotisation supplémentaire patronale, calculée sur les dangers plus ou moins grands de l'industrie et sur les statistiques des maladies professionnelles fournies par les mutualités d'une part et par l'inspection générale du travail belge de l'autre, d'après leurs tables de morbidité et de mortalité.

En Italie la loi visant les accidents du travail a été votée comme la nôtre en 1898 (loi du 17 mars 1898) mais la question de la réparation des maladies professionnelles a déjà préoccupé le gouvernement et sur l'initiative du ministre du Commerce, le professeur Guido Bacelli, un décret royal du 19 décembre 1901 a institué une Commission composée de médecins et d'hygiénistes pour l'étude de ce problème ; il n'est pas encore résolu à l'heure actuelle.

CHAPITRE VI

La maladie professionnelle et l'assurance obligatoire

La vraie solution du grand problème social qu'est la réparation des maladies professionnelles est unique. Elle ne réside pas dans une législation adaptée à la loi de 1898, sur les accidents du travail, mais dans l'assurance obligatoire.

Cette assurance obligatoire il faut la concevoir généralisée, étendue à toutes les conséquences des maladies professionnelles et ordinaires, fournissant un secours aux malades, des rentes aux veuves et orphelins, comme aussi aux invalides frappés d'une incapacité définitive de travail, quelle que soit l'origine de cette invalidité, et quelle que soit l'origine de cette maladie. Cette assurance s'étendrait non seulement à quelques industries dites insalubres mais encore à l'ensemble des industries.

Tout système d'indemnisation qui se contentera de grouper, en vue de l'assurance, ce qu'on appelle les industries insalubres, sera par la force des cho-

ses condamné à ne pas grouper toutes les industries insalubres en fait, à n'engrouper que quelques-unes, — les plus insalubres, peut-être, — mais peut-être aussi celles sur lesquelles les circonstances plus ou moins fortuites ont attiré l'attention de la science médicale. De l'avis de certains médecins très au courant de l'industrie, il n'y a pas de travail salubre. Les ravages effrayants faits par la tuberculose dans la classe des prolétaires semblent renforcer cette assertion.

Lors des travaux préparatoires de la loi du 12 juin 1903 un premier projet avait été présenté comme point de départ de cette loi. Le gouvernement l'intitula : « Projet de loi relative à la salubrité du travail et à la sécurité du travail dans les établissements industriels ». Le Comité consultatif des arts et métiers à qui il fut soumis fit au sujet du titre des critiques très sérieuses. Il déclara notamment qu'il ne fallait pas dans ce titre parler de salubrité parce qu'il n'était pas possible de garantir d'une façon générale la salubrité du travail. On peut lire dans le rapport présenté à la Commission de ce Comité par M. Liébault : « La salubrité des ateliers et chantiers, la sécurité de ceux qui y travaillent, voilà ce qu'il est désirable de réaliser, mais est-il possible d'assurer la salubrité ? » Et la Commission proposait de rédiger ainsi le titre : « Projet de loi relatif à la sécurité des travailleurs et à la salubrité des établissements », étant

bien entendu qu'il ne s'agit pas là de la salubrité complète des travailleurs.

Pour faire face aux dépenses occasionnées par cette vaste assurance, on pourrait faire appel aux ressources fournies par les patrons seulement. Ce serait l'application de l'idée garantiste exposée par Sismondi qui veut que l'industrie fasse vivre l'ouvrier qu'elle occupe non seulement pendant les périodes d'activité mais aussi pendant les périodes d'inactivité, attendu que dans l'un et l'autre cas, l'ouvrier doit vivre et assurer à sa famille la vie et l'éducation : ce serait aussi l'application première du risque professionnel.

Il y aurait peut-être avantage à faire participer aux charges de l'assurance la classe ouvrière elle-même. Telle est l'opinion d'un homme qui s'est spécialisé dans l'étude des questions relatives à la protection des travailleurs, le Dr Martial : « Il n'y a qu'une seule manière, dit-il, de réparer les maladies et de les réparer toutes, c'est l'assurance obligatoire, et j'ajoute qu'il faut que cette assurance soit faite avec le cours des ouvriers. Je prétends, moi qui ai souvent travaillé avec les syndicats ouvriers, qui ai souvent préconisé leurs vues, je prétends que nous marchons au-devant d'un état d'immoralité flagrant si nous ne finissons pas par intéresser les ouvriers à leur propre cause (1). »

1. Publication de l'Association pour la protection légale des travailleurs, n° 5. « Maladies professionnelles », p. 98.

La contribution ouvrière en effet est un moyen efficace de prévenir la simulation de la maladie, parce qu'elle établit entre les assurés un contrôle réciproque ; par là elle est donc moralisatrice.

Cette contribution ouvrière serait fixée comme les cotisations des mutualités ; mais il n'en serait pas de même des cotisations patronales, lesquelles varieraient suivant le coefficient de risque de chaque industrie et même de chaque établissement industriel.

Ce serait là un procédé pratique pour intéresser directement les chefs d'entreprise à la fois à la prévention des quelques maladies classées comme professionnelles et à l'ensemble des causes qui peuvent diminuer la vitalité et la santé du personnel de ces entreprises. Non seulement on diminuerait par ce moyen l'insalubrité des industries, mais on créerait aussi pour les patrons un intérêt constant à surveiller l'observation rigoureuse par leurs ouvriers des mesures de prophylaxie.

Ce système est logique ; il solutionne en outre les difficultés que présente la réalisation de la réforme désirée et que le projet de la Commission écarte d'une façon arbitraire, parce que d'abord, en indemnisant toutes les maladies sans distinguer leur origine, il rend inutile la recherche de leur caractère professionnel ou non professionnel, ensuite parce qu'en établissant un régime de responsabilité généralisée,

il supprime la nécessité de calculer l'étendue de chaque responsabilité individuelle.

Pourtant si à l'heure actuelle on proposait au Parlement de voter un tel projet il serait considéré comme une spoliation déguisée des patrons. Une conception du risque professionnel aussi large que celle à laquelle il fait appel n'a pas encore mûri dans les esprits, et de multiples intérêts particuliers lui feraient échec. Les compagnies d'assurances et les sociétés de secours mutuels verraient certainement dans les groupements obligatoirement organisés qu'il propose la menace de leur suppression pure et simple.

Toutes ces objections ont été déjà formulées quand fut soumis à la Commission de travail le projet du gouvernement de 1905, lequel cependant ne faisait qu'une application restreinte de l'assurance obligatoire. Elles seraient présentées vraisemblablement à nouveau si, comme l'ont proposé certaines compétences en matière de questions ouvrières, l'on voulait instituer un essai partiel d'assurance-maladie spécialisée aux principales industries insalubres.

Il serait facile de réaliser en effet dans ces industries rigoureusement déterminées, une assurance groupant obligatoirement sous forme de syndicat les chefs des établissements classés comme insalubres et indemnisant toutes les maladies sans en rechercher la nature. Ce système a déjà reçu une application en France

dans la loi qui a réorganisé les caisses de secours et de retraites pour les ouvriers des mines (loi du 29 juin 1894). Ces caisses fournissent des secours à tous les mineurs malades sans distinction d'origine et de caractère de la maladie et des subventions aux veuves et aux orphelins en cas de décès du chef de famille. La contribution patronale représente le tiers et la contribution de l'ouvrier les deux tiers des dépenses faites par ces caisses.

Cette solution moins parfaite que la précédente, parce qu'elle refuse toute indemnité aux maladies professionnelles contractées dans les industries non déterminées par la loi, assure au moins la réparation de toutes les maladies professionnelles engendrées dans les industries considérées comme dangereuses et malsaines, ainsi que la répartition équitable entre les patrons responsables de l'indemnité à payer au moyen des cotisations annuelles. Malheureusement elle n'a aucune chance d'être acceptée par le Parlement, et persévérer dans cette voie serait ajourner à une époque lointaine une réforme impatientement attendue dans le monde ouvrier.

CONCLUSION

Il importe de doter au plus vite le Code du travail d'une loi sollicitée depuis plus de dix ans.

La Commission a pensé, d'accord sur ce point avec M. Breton et le gouvernement lui-même, que pour aboutir rapidement il fallait prendre comme point de départ une législation connue et adapter la loi de 1898 sur les accidents du travail aux maladies engendrées par l'industrie.

Cette loi repose sur deux principes, le principe du risque professionnel et le principe de la responsabilité individuelle. S'il est d'une part parfaitement logique de vouloir appliquer ces deux principes aux affections pathologiques qui prennent naissance dans l'exercice d'une profession insalubre, au point de vue pratique c'est faire fausse route, et la Commission a eu tort de s'engager dans cette voie pour trouver la solution cherchée. En réalité il est impossible de maintenir ces deux principes dans une législation relative aux maladies du travail ; on ne peut d'abord déterminer d'une façon précise les cas dans lesquels on doit faire application du risque professionnel

parce que dans la maladie il est impossible de déterminer le risque qui existe, c'est-à-dire le caractère professionnel de cette maladie. De même quand il s'agit d'appliquer le principe de la responsabilité individuelle, la difficulté se renouvelle. Cette responsabilité n'est pas humainement constatable dans son étendue. L'ouvrier, victime d'une affection née au cours de sa vie de labeur, ignore le début de cette affection et dans quel établissement industriel il l'a contractée. Plusieurs chefs d'industrie sont responsables. Mais dans quelle mesure chacun d'eux l'est-il ?

Seul un système d'assurance obligatoire apporte une réponse satisfaisante parce qu'il indemnise sans distinction tous les risques et qu'il substitue la responsabilité collective à la responsabilité individuelle.

Le législateur se trouve alors placé dans cette alternative ou de différer pour longtemps une loi de réparation par l'assurance obligatoire, ou de réaliser une réforme imparfaite par une loi d'adaptation.

Il y a peut-être une solution intermédiaire qui consiste à prendre dans la loi sur les accidents du travail le principe du risque professionnel mais à faire retomber les conséquences de l'application de ce principe non plus sur l'industriel en particulier mais sur l'industrie tout entière, en organisant à la place de la responsabilité individuelle une responsabilité collective.

L'Association pour la protection légale des travail-

leurs a consacré à l'étude de la question de l'indemnisation des maladies professionnelles deux séances successives. Au cours de la seconde séance tenue le 10 janvier 1911 elle a adopté un ordre du jour dans lequel « tout en exprimant le vœu que le principe de la responsabilité collective soit substitué au principe de la responsabilité individuelle, elle estime qu'avant tout il importe de faire aboutir la réforme dans le plus bref délai ».

C'est sur les observations de M. Breton que fut admise la deuxième partie de cet ordre du jour. A la fin de la séance le député du Cher avait insisté auprès de l'Association pour qu'elle ne se prononçât pas trop directement, dans l'intérêt des travailleurs, contre le système de la Commission afin de ne pas ajourner indéfiniment la discussion d'un projet. Il fit valoir que l'idée de responsabilité collective à laquelle on voulait se rallier impliquait l'assurance obligatoire qui serait combattue dans de nombreux milieux intéressés et repoussée à la Chambre Haute.

« Ce que nous avons surtout cherché à la Commission, disait-il, je ne saurais trop insister sur ce point, c'est le moyen d'aboutir le plus rapidement possible. Or nous sommes convaincus que si nous entrons dans la voie de l'assurance obligatoire, du groupement obligatoire des industriels dans des syndicats de garantie, nous nous heurterions à de très grosses difficultés. Ces difficultés seraient soulevées de tout

côté et principalement par les industriels intéressés...

« ... D'autre part nous sommes certains que du côté des compagnies d'assurances il y aurait une opposition encore plus énergique ; nous savons également que du côté des sociétés de secours mutuels nous rencontrerions des résistances sérieuses, les sociétés de secours mutuels voyant en effet une concurrence directe dans cette assurance obligatoire englobant certains de leurs membres.

« Il y aurait enfin les ouvriers eux-mêmes qui soulèveraient les plus énergiques protestations si on les forçait à participer, comme le voulait le projet du gouvernement, à la réparation des maladies. Nous nous heurterons encore là à de grosses difficultés, car vous savez combien il est difficile de demander une nouvelle contribution aux ouvriers.

« Mais il y a surtout la résistance que nous rencontrerions de la part du Sénat qui s'est toujours opposé à l'assurance obligatoire. »

On peut se demander, en se plaçant au même point de vue que M. Breton, c'est-à-dire au point de vue de la réalisation la plus rapide, si au Parlement on ne rencontrera pas plus de résistance lorsqu'on mettra en relief les difficultés qui pourront survenir du fait des responsabilités individuelles incombant à chaque industriel.

Ce qui est inquiétant en effet dans le système de la Commission, c'est qu'on aperçoit mal comment joue-

ront les différentes présomptions, fort ingénieuses mais fort complexes qu'il propose. En raison de cette complexité il faut s'attendre, non pas à un fonctionnement régulier, automatique de la loi, mais à de fréquents conflits judiciaires.

On objectera, il est vrai, que dans les procès soulevés, l'intérêt de la victime ne sera jamais en jeu, grâce aux dispositions du projet qui ne placent en face de l'ouvrier demandeur qu'un seul individu, le dernier employeur, et qui rendent ce dernier débiteur solidaire de l'indemnité totale, dès que se déclare la maladie présumée professionnelle par le tableau. Mais c'est pour les petits patrons non assurés que ces contestations possibles présentent un inconvénient. Ceux-ci pourront se trouver, à titre d'employeurs antérieurs responsables, en compétition avec de puissantes compagnies d'assurances. Il est à craindre que ces compagnies représentées par des avocats expérimentés et rompus à ce genre d'affaires n'arrivent trop souvent à triompher devant les tribunaux et à se décharger partiellement du poids de l'indemnité qui leur incombe sur les petits industriels non assurés.

La responsabilité collective évite ce danger à une catégorie d'industriels dont le législateur ne doit pas se désintéresser.

D'ailleurs est-il permis de dire avec M. Breton que le corollaire du risque à la charge de l'industrie au

moyen d'une collectivité responsable est l'assurance obligatoire ?

Ce qui caractérise l'assurance obligatoire, c'est qu'elle est non seulement imposée, mais qu'elle se fait par l'Etat, sous la surveillance ou le contrôle de l'Etat. Mais on pourrait très bien organiser sous la forme souple du syndicat de garantie la solidarité des adhérents dans la responsabilité sans avoir recours à cette forme d'assurance tant redoutée. Le syndicat de garantie groupant obligatoirement tous les chefs d'ateliers dans les industries similaires se donnerait lui-même telle organisation intérieure qui lui plairait. Il serait redevable de l'indemnité due à l'ouvrier, mais répartirait lui-même les responsabilités comme il l'entendrait. C'est le sens de la proposition formulée par M. Razous à la séance du 11 janvier 1911 de l'Association pour la protection légale des travailleurs, dont nous extrayons ce passage : « En disant que seulement les chefs d'industrie de même travail dangereux devront être réunis obligatoirement, on permet à ces chefs d'industrie ou bien de se réunir entre eux et de faire administrer par quelqu'un désigné par eux la caisse ayant les charges à supporter, ou bien de s'affilier à une société mutuelle ou à une société d'assurance à prime fixe qui, moyennant une indemnité globale ou une indemnité répartie d'après le nombre d'ouvriers et d'après les salaires, paiera les indemnités qui sont attribuées aux victimes de maladies pro-

fessionnelles en vertu de la loi qui interviendra. »

Une telle proposition ne saurait porter ombrage aux compagnies et aux mutualités. Elle aurait en outre l'avantage de mieux sauvegarder l'ouvrier. Si on laisse aux patrons la faculté de ne pas s'assurer, il arrivera qu'un certain nombre d'entre eux usera de cette faculté mais pour ne pas endosser des charges qui ne proviendraient pas de leur fait ceux-ci se refuseront à embaucher les ouvriers un peu âgés, et susceptibles de porter en eux le germe d'une maladie professionnelle. L'affiliation forcée au syndicat protège le travailleur contre ce calcul, car elle annule pour le chef d'industrie tout intérêt à ne recruter qu'un personnel jeune, puisque dans tous les cas il devra verser une certaine somme annuelle, soit sous forme de prime, soit sous forme de cotisation.

Dans le même ordre d'idées, le syndicat de garantie obligatoire permet d'espérer une prévention plus efficace des maladies professionnelles, surtout si, pour la répartition des charges, les membres du syndicat adoptent le système employé en Allemagne par les corporations patronales de l'assurance accident, système qui tient compte, dans la détermination des cotisations, du coefficient de risque que présente chaque établissement ou des causes subjectives comme l'insuffisance ou le défaut de surveillance qui viennent augmenter ce risque.

La classification des établissements d'après leur

risque d'insalubrité ne présentera pas l'inconvénient de la classification proposée par M. Breton, et ne sera pas taxée d'arbitraire puisqu'elle sera faite par les intéressés eux-mêmes, et l'on verra ainsi les chefs d'industrie supprimer l'emploi des procédés dangereux et des substances nocives dans la mesure du possible, apporter des améliorations dans les moyens préventifs et surtout s'intéresser au respect des règlements d'hygiène et de prophylaxie contre la maladie professionnelle par leurs propres ouvriers.

Il est donc permis de penser que les objections qui ont pu s'élever à l'origine des projets de cette loi de réparation contre le principe de la responsabilité collective tomberont dès qu'elles seront sérieusement raisonnées.

Le Sénat lui-même que l'on prétend si réfractaire à toute idée de lien obligatoire, se laissera sans doute convaincre si un mouvement d'opinion se manifeste en faveur de cette idée, qui d'ailleurs a déjà reçu deux fois son assentiment, la première fois par l'adoption du fonds de garantie prévu par la loi de 1898 et alimenté obligatoirement par les cotisations des chefs d'établissement, la seconde fois par le vote de la loi plus récente sur les retraites ouvrières et paysannes.

Lorsque le législateur aura créé, en imposant le syndicat de garantie, la responsabilité généralisée à l'industrie tout entière, il lui restera à déterminer l'étendue du risque qui doit être indemnisé, c'est-à-

dire à préciser quelles maladies professionnelles doivent être indemnisées par le syndicat et comment reconnaître l'origine professionnelle de chacune d'elles sans avoir recours aux tribunaux.

M. Razous, dans le discours que nous rappelons plus haut, a proposé d'instituer une classe de médecins inspecteurs présentant, d'après leurs travaux antérieurs, des garanties indéniables en matière de maladies du travail. Ces médecins qui ne seraient ni au service des compagnies d'assurances et des industriels, ni au service des ouvriers, auraient la plus grande indépendance et seraient à même de donner un diagnostic sérieux auquel les éléments intéressés auraient confiance. C'est d'après ce diagnostic qu'on établirait si la maladie est d'origine professionnelle ; en un mot la sentence de ces inspecteurs médecins ferait autorité, et la procédure suivrait son cours comme en matière d'accident de travail. La création de ces fonctionnaires nouveaux pourrait, il est vrai, être mal accueillie et rencontrer des résistances au Parlement.

Il existe un moyen plus simple, qui consiste à reprendre sur ce point le projet de la Commission et à accepter la présomption qu'il établit par le système du tableau du caractère industriel de l'affection pathologique constatée.

Une loi ainsi conçue ne serait pas à l'abri de toute critique mais elle constituerait malgré son imperfec-

tion une solution transitoire du problème de la réparation des maladies professionnelles en attendant que l'évolution des idées sociales permette la réalisation de l'assurance obligatoire que l'on regarde maintenant comme une utopie, car, a dit Frédéric Passy, le « monde est fait d'utopies réalisées, — l'utopie d'aujourd'hui est la réalité de demain. »

Vu : le Président de thèse,

JAY

Vu, le Doyen :

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

ANNEXE

Projet de loi

Élaboré par la Commission d'hygiène et de prévoyance sociale, déposé à la Chambre des députés le 23 décembre 1910.

ARTICLE PREMIER. — La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue aux maladies d'origine professionnelle sous réserve des dispositions spéciales de la présente loi.

ART. 2. — Sont considérées comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques, mentionnées dans un tableau, dressé annuellement par décret, après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles visé à l'article 10, lorsqu'elles atteignent des ouvriers travaillant dans les exploitations correspondantes indiquées audit tableau.

ART. 3. — Lorsqu'un ouvrier quitte une des exploitations assujetties à la présente loi, son employeur demeure responsable des maladies professionnelles correspondant à cette exploitation, qui peuvent atteindre cet ouvrier durant un délai spécialement fixé,

au tableau mentionné à l'article précédent, pour chacune de ces affections.

Toutefois cette responsabilité va en décroissant en raison du temps écoulé entre le départ de l'ouvrier et le moment où survient une incapacité de travail résultant de la maladie et comportant indemnité.

Si, à ce moment, l'ouvrier travaille dans une autre entreprise également classée dans les exploitations correspondant à ladite maladie, son nouvel employeur n'est responsable que pour le surplus de l'indemnité fixée par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898.

Néanmoins, s'il est établi qu'un des employeurs a commis une faute inexcusable ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité.

Le dernier des employeurs responsables sera tenu vis-à-vis de la victime ou de ses ayants droit pour le tout de l'indemnité, sauf son recours contre les employeurs précédents.

ART. 4 — Tout industriel ayant fait dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique la déclaration que ses procédés de travail ne comportent plus l'usage des substances susceptibles de provoquer les maladies professionnelles visées par la présente loi ne sera plus soumis aux obligations de cette loi.

Il demeure toutefois responsable, durant le délai

de responsabilité fixé pour son exploitation et dans les conditions indiquées à l'article précédent, des maladies professionnelles pouvant atteindre les ouvriers qu'il employait avant le dépôt de cette déclaration.

Toute déclaration du chef d'entreprise reconnue sciemment fausse entraînera à sa charge une condamnation à une amende de 100 à 5.000 francs d'amende et à un emprisonnement de trois jours à un mois.

ART. 5. — Toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation en vertu de la présente loi doit être, par ses soins, déclarée dans les quinze jours qui suivront la cessation du travail au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Un certificat de médecin indiquant la nature de la maladie et de ses suites probables doit compléter cette déclaration dont la forme sera déterminée par décret.

Copie certifiée de cette déclaration est transmise immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail, ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

Du jour de la déclaration court le délai de prescription prévu par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898.

ART. 6. — Les opérations de la Caisse nationale

d'assurances en cas d'accidents, créée par la loi du 14 juillet 1868, sont étendues aux risques prévus par la présente loi, pour les maladies professionnelles ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle.

Les tarifs correspondants sont établis chaque année, dans les six mois qui suivront la promulgation du décret prévu à l'article 2, par la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur le rapport du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du ministre des Finances.

Ces tarifs devront être calculés de manière que les risques et les frais généraux d'administration de la Caisse soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 11 juillet 1868.

ART. 7. — Les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi à la Caisse nationale des retraites qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes de maladies professionnelles et de leurs ayants droit, ce tarif pouvant être modifié ultérieurement suivant les résultats de l'expérience.

ART. 8. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions spéciales dans lesquelles

fonctionneront les syndicats de garantie qui, concurremment avec les sociétés d'assurances, pourront garantir les employeurs contre les risques visés par la présente loi.

ART. 9. — Les chefs d'entreprise assujettis à la présente loi devront contribuer au fonds de garantie prévu par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 dans les conditions respectivement déterminées par ledit article ou par l'article 4 § 2 de la loi du 12 avril 1906, indépendamment de la contribution dont ils sont déjà redevables en matière d'accidents du travail.

ART. 10. — La Commission supérieure des maladies professionnelles, spécialement chargée de dresser le tableau prévu à l'article 2 et d'étudier toutes les questions d'ordre médical et technique qui lui sont déférées par le ministre du Travail relativement au fonctionnement de la présente loi, est composée de vingt-six membres :

1° De trois députés et de deux sénateurs élus par leurs collègues ;

2° Du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ;

3° Du directeur du travail ;

4° Du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

5° De deux membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ;

6° De quatre médecins membres de la Commission d'hygiène industrielle ;

7° D'un conseiller prud'homme patron et d'un conseiller prud'homme ouvrier, de deux patrons et de deux ouvriers désignés par le Conseil supérieur du travail ;

8° D'un professeur de la Faculté de médecine ;

9° De cinq personnes spécialement compétentes en matière de maladies professionnelles.

Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres, ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

ART. 11. — En vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la présente loi, la déclaration de toute maladie ayant un caractère professionnel et comprise dans une liste établie par décret, après avis de la Commission supérieure, est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en peut reconnaître l'existence.

Cette déclaration est adressée au ministre du Travail par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail et de l'ingénieur ordinaire des mines, et indique la nature de la maladie et la profession du malade ; elle est faite à l'aide de cartes-lettres détachées d'un carnet à souches, circulant en franchise et gratuitement mises à la disposition des médecins.

ART. 12. — En ce qui concerne chacune des affec-

tions et maladies professionnelles prévues à l'article 2 ci-dessus, les dispositions de la présente loi n'entreront en vigueur que dans un délai de trois mois, supputé à partir de la publication des décrets qu'elle prévoit et augmenté de la durée de responsabilité spécifiée au tableau visé par l'article 2 et le premier alinéa de l'article 3.

Toutefois les dispositions de l'article 11 seront applicables un mois après la publication du décret prévu à cet article.

BIBLIOGRAPHIE

- BELLOM. — Les lois d'assurances ouvrières à l'étranger. Assurances contre les maladies et les accidents.
- CHAUTEMPS. — La réparation des maladies professionnelles. Thèse. Paris, 1907.
- JAY. — Cours 1909-1910. Les assurances allemandes. La législation française sur les accidents du travail.
- PAUL RAZOVS. — La prévention des maladies professionnelles. Revue scientifique, 29 septembre 1906.
- LEWIN. — Contribution à l'étude des intoxications industrielles. Bulletin de l'inspection du travail, 1904.
- Maladies professionnelles. Publication de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, n° 5, 1911.
- Rapport sur l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, par M. J.-L. Breton (Chambre des députés, n° 19. Session 1910).
- Rapport Gilbert Laurent (Ch. des députés, 10^e législature, n° 644) sur l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.
- Collection de documents sur les accidents du travail réunis par le Ministère du Commerce (Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales).
- La Loi. Jurisprudence.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE PREMIER. — Nécessité d'un régime légal de réparation de la maladie professionnelle . .	9
CHAPITRE II. — Difficultés que présente une loi de réparation des maladies professionnelles . .	22
CHAPITRE III. — Quelques propositions récentes pour solutionner le problème	30
<i>Section I.</i> — Projet du gouvernement et critique.	34
<i>Section II.</i> — Proposition Breton (9 juin 1910).	41
<i>Section III.</i> — Projet de la Commission. . . .	49
CHAPITRE IV. — Ce qu'il faut penser du projet de la Commission.	57
CHAPITRE V. — Aperçu des législations étrangères . .	66
§ 1. — Législation suisse	66
§ 2. — Législation allemande	68
§ 3. — Législation anglaise	71
§ 4. — La question des maladies professionnel- les en Belgique et en Italie	
CHAPITRE VI. — La maladie professionnelle et l'assu- rance obligatoire	74
CONCLUSION	79
ANNEXE. — Projet de la Commission d'hygiène et de prévoyance sociales	89

